# RAPPORT ANNUEL

2015

DON en CONFIANCE
comitecharte.org

Solidarité Laïque
Éduquées aujourd'hui, plus libres demain

SL-RA2015 complet V21.indd 1 28/04/2016 15:51

# SOMMAIRE

## ÉDITORIAL

**AGIR ICI ET LÀ-BAS**
– 4

**RAPPORT MORAL**
– 6

**ILS ONT PARLÉ DE NOUS EN 2015**
- 12

## AGIR EN FRANCE

**RENFORCER LE LIEN SOCIAL ET LES SOLIDARITÉS**
- 15

**REVENDIQUER**
– 16

**ÉDUQUER À LA CITOYENNETÉ**
– 20

**LUTTER CONTRE LES EXCLUSIONS**
- 26

**DES MICROPROJETS AU SERVICE DU LIEN SOCIAL**
- 28



SL-RA2015 complet V21.indd 2 28/04/2016 15:51

# AGIR À L'INTERNATIONAL

**LES PROGRAMMES PLURIACTEURS**
– 31

**LES MICROPROJETS**
- 52

**LE PARRAINAGE ÉDUCATIF**
- 54

# METTRE EN ŒUVRE

**GOUVERNANCE ET FONCTIONNEMENT**
- 59

**BILAN FINANCIER**
- 61

**DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES**
- 63

**COMMUNICATION**
- 66



SL-RA2015 complet V21.indd 3 28/04/2016 15:51

# AGIR ICI ET LÀ-BAS

Depuis 1956, Solidarité Laïque lutte contre les exclusions et améliore l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité.
Nous agissons en France et dans plus de 20 pays.

## NOS OBJECTIFS

**ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUTES ET TOUS**

L'éducation est d'abord un droit fondamental. Elle est aussi la clé du développement humain et social et un levier pour lutter contre les injustices et l'intolérance. Chemin qui mène à la liberté individuelle et collective, elle pose les fondements du « vivre ensemble », dans le respect des convictions de chacun.

## NOS VALEURS

**SOLIDARITÉ ET FRATERNITÉ**

50 organisations sont membres de Solidarité Laïque. Ces associations, coopératives, fondations, mutuelles et syndicats sont majoritairement liés à l'école publique, à l'éducation populaire et à l'économie sociale. Elles partagent les idéaux de laïcité, d'éducation et de lutte contre l'exclusion. Ensemble, au sein de notre collectif, elles souhaitent contribuer activement à faire respecter les droits fondamentaux de chacun, quelles que soient ses origines ethniques, religieuses ou sociales.

## NOS PRINCIPES

**LAÏCITÉ ET RÉCIPROCITÉ**

Solidarité Laïque soutient des projets au travers de partenariats coresponsables, réciproques et durables entre les acteurs de notre réseau et les organisations de la société civile. La complémentarité de compétences, le renforcement mutuel et le développement de synergies collectives permettent d'interagir avec et pour les populations et d'influer sur les politiques publiques.

## NOS RÉSULTATS

**DES CHANGEMENTS DURABLES**

Une fois nos programmes achevés, nos partenaires locaux, renforcés et structurés en réseaux, sont plus à même d'agir et de peser sur les pouvoirs publics, pour améliorer les conditions de vie des populations et plus particulièrement leur accès équitable à une éducation de qualité. Nos missions sociales accompagnent des changements en profondeur qui améliorent durablement le quotidien de tous et notamment des plus vulnérables, au premier titre desquels, les enfants, les jeunes et les femmes.

« UNE PERSONNE ÉDUQUÉE ACCÉDERA PLUS FACILEMENT À LA SANTÉ, À L'AUTONOMIE ÉCONOMIQUE, À LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE, À LA VIE SOCIALE ET À UNE CITOYENNETÉ ACTIVE. »

350 BÉNÉVOLES

30 000 DONATEURS

5 MILLIONS D'EUROS DE BUDGET

20 PAYS

+ de 1000 PARTENAIRES

NÉE EN 1956

52 SALARIÉS AU TOTAL*

*salariés du siège et salariés des programmes



SL-RA2015 complet V21.indd 4 28/04/2016 15:51

# 5 BONNES RAISONS

## De coopérer avec Solidarité Laïque

**› PROMOUVOIR LA PAIX**
Dans un contexte international caractérisé par le repli sur soi et la montée des extrémismes, favoriser le dialogue interculturel, promouvoir la liberté de conscience et la démocratie.

**› ATTEINDRE DES CHANGEMENTS SOCIÉTAUX PÉRENNES**
Renforcer les sociétés civiles, le dialogue entre les acteurs et avec les pouvoirs publics.

**› AGIR SUR PLUSIEURS ÉCHELLES**
Locale, nationale, internationale. Au-delà des actions de soutien ponctuelles, travailler sur des cycles longs, de 10 à 12 ans.

**› ŒUVRER SUR DES CHAMPS D'ACTION COMPLÉMENTAIRES**
Éducation formelle, non formelle et préscolaire, citoyenneté, dialogue social, formation professionnelle, santé, protection sociale...

**› AGIR DANS LA RÉCIPROCITÉ**
Ici et là-bas, faire avec et faire ensemble en privilégiant une approche participative.



SL-RA2015 complet V21.indd 5 28/04/2016 15:51

# RAPPORT MORAL

SL-RA2015 complet V21.indd 6 28/04/2016 15:51

# EN FRANCE ET DANS LE MONDE

## Horreurs, désordres et espoirs…

« J'APPELLE DIGNITÉ LA QUALITÉ AU NOM DE LAQUELLE UNE COMMUNAUTÉ HUMAINE SE FIXE LE DEVOIR DE RESPECTER LES ÊTRES, Y COMPRIS CEUX QUI SONT DANS L'INCAPACITÉ DE RÉCLAMER LEURS DROITS. »

**AXEL KAHN, GÉNÉTICIEN.**

### HORREURS

Comment qualifier autrement les horribles attentats de Paris, de janvier ou de novembre 2015 ? Bien sûr, ceux perpétrés ailleurs dans le monde, dans le monde francophone ou ailleurs, sont tout aussi indignes d'humains tolérants. Horreur également que la guerre en Syrie, qui dure depuis cinq ans, concentrant les haines locales, religieuses et amenant les puissances dites « grandes » à mener des stratégies dangereuses pour la paix dans le monde, bien mise à mal depuis des années. Horreur que cette idéologie tyrannique qui, revendiquée au nom d'une religion, asservit des populations et notamment les femmes et les oblige à vivre selon des règles qui nient la dignité humaine et sont aussi condamnables que l'idéologie nazie, que l'on croyait finie : « Plus jamais ça », disions-nous… La complexité est là, mais peut-on laisser faire et se limiter à condamner ?

### DÉSORDRES

Les intérêts particuliers de telle ou telle puissance s'opposent à l'intérêt général des populations : ils sont privilégiés, qui pour déclencher une guerre ou en prolonger une autre, qui pour empiéter sur un territoire convoité ou encore pour continuer à piller des ressources naturelles en voie avancée d'épuisement.

Les replis identitaires qui en découlent mettent à mal les efforts des nations et de son organisation faîtière, l'Organisation des Nations unies, de bâtir un monde de paix et de prospérité, objectif qui reste réaliste, tant par la capacité d'inventer des nouvelles voies pour de nouveaux progrès que par la richesse générée par l'activité humaine. Cette richesse est de plus en plus captée par une infime minorité. Jamais les inégalités n'ont été aussi importantes, constat déjà établi en 2014, 2013… et qui le sera probablement encore en 2016 si les mesures adéquates ne sont pas prises en matière de justice fiscale et de lutte contre la fraude fiscale, en matière de protection sociale universelle, d'égalité hommes-femmes, etc.

Comment ne pas s'interroger aussi sur le délitement de nos sociétés, qui s'accélère ? Combien de pays voient (re)surgir des revendications sécessionnistes aux causes diverses : égoïsme des régions riches par rapport aux régions pauvres, remise en cause des frontières « coloniales », idéologies, racismes… Trop nombreux sont les pays dans lesquels certains prônent l'isolement et le repli sur soi, pensant ainsi ne pas avoir à prendre en compte les problèmes de la « Terre Patrie ».

En France, à la suite des attentats du début de l'année 2015 et à ceux de la fin de cette même année, a été décrété l'état d'urgence. Si son instauration première apparaît légitime, sa prolongation et d'autres mesures d'accompagnement –



SL-RA2015 complet V21.indd 7 28/04/2016 15:51

notamment la déchéance de nationalité pour les binationaux – l'ont été beaucoup moins. Et, ont d'ailleurs été abandonnées.
Rôle des États, rôle des entités supranationales (au premier rang desquelles l'Union européenne), rôle des entreprises – du secteur marchand, de l'économie sociale –, rôle des citoyennes et citoyens, rôle des organisations de la société civile, des collectivités territoriales : comment imaginer un scénario qui les ferait œuvrer ensemble au seul service de l'intérêt général ?
Nombre d'organisations, d'associations, d'individus y réfléchissent et font preuve d'imagination en expérimentant des nouvelles formes de solidarités pour créer du lien social, de l'emploi sur la base de modèles économiques fragiles. Elles ouvrent des fenêtres d'avenir pour de nombreux exclus. Elles ont besoin de la puissance publique et méritent une attention accrue. Nous en sommes partie prenante.

## ESPOIRS

La prise de conscience environnementale de la « finitude » de notre monde est acquise depuis quelques années désormais. Pour autant, malgré les COP (*Conference Of the Parties* en anglais) successives et la relative réussite de la 21e du nom à Paris en décembre 2015, les mesures qui devraient être prises pour préserver la planète ne sont pas encore à la hauteur des enjeux.
En effet, et sans catastrophisme aucun, nous devons agir face à la disparition de centaines d'espèces animales ou végétales, la déforestation, sans parler de la banquise en cours de fonte avancée, et de ses conséquences sur la vie des femmes et des hommes ?
Le nombre des réfugiés (climatiques notamment) va augmenter, posant la question plus globale des migrations et de l'intégration des populations dans les pays d'accueil. Nous devons penser et développer de nouveaux modèles de cohésion sociale dans les pays d'accueil.

Le prix Nobel de la paix est venu récompenser la société civile tunisienne pour son rôle dans la construction d'un monde de paix et respectueux des droits humains.

Avec la série « Champions de France », il s'agit de parler autrement de l'immigration pour montrer qu'il est possible de partager tous ensemble la fierté d'être français. Un projet à (re)découvrir sur toutes les chaînes de France Télévision !



SL-RA2015 complet V21.indd 8 28/04/2016 15:51

# ET SOLIDARITÉ LAÏQUE EST PLUS DÉTERMINÉE QUE JAMAIS…

## Changer d'échelle à l'horizon 2020

« POUR SOLIDARITÉ LAÏQUE,

LA RÉPONSE DEVANT LES TROUBLES

DU MONDE ET DES SOCIÉTÉS

EST CLAIRE : L'ENGAGEMENT POUR

LA DIGNITÉ DE TOUS EST ET RESTERA

LE PÔLE NORD DE NOTRE BOUSSOLE… »

« En de telles époques où les valeurs les plus hautes de la vie, où notre paix, notre indépendance, notre droit inné, tout ce qui rend notre existence plus pure, plus belle, tout ce qui la justifie, est sacrifié au démon qui habite une douzaine de fanatiques et d'idéologues, tous les problèmes de l'homme qui ne veut pas que son époque l'empêche d'être humain se résument à une seule question : comment rester libre ? Comment préserver l'incorruptible clarté de son esprit devant toutes les menaces et les dangers de la frénésie partisane, comment garder intacte l'humanité du cœur au milieu de la bestialité ? Comment échapper aux exigences tyranniques que veulent m'imposer contre ma volonté l'État, l'Église ou la politique ? Comment protéger cette partie unique de mon moi contre la soumission aux règles et aux mesures dictées du dehors ? Comment sauvegarder mon âme la plus profonde et sa matière qui n'appartient qu'à moi, mon corps, ma santé, mes pensées, mes sentiments, du danger d'être sacrifié à la folie des autres, à des intérêts qui ne sont pas les miens ? C'est à cette question et à elle seule que Montaigne a consacré sa vie et sa force. C'est pour l'amour de cette liberté qu'il s'est observé lui-même, surveillé, éprouvé et blâmé à chacun de ses mouvements et chacune de ses sensations. Et cette quête qu'il entreprend pour sauver son âme, pour sauver sa liberté, à un moment de servilité universelle devant les idéologies et les partis, nous le rend aujourd'hui plus fraternellement proche qu'aucun autre artiste. Si nous l'honorons et l'aimons plus que tout autre, c'est qu'il s'est adonné comme personne d'autre au plus sublime art de vivre : "Rester soi-même". »

**Ce beau texte, ô combien actuel est tiré du dernier livre de Stefan Zweig : « Montaigne », écrit en 1941.**

**OUI,** nous restons nous-mêmes, fidèles aux repères qui fondent notre engagement « Liberté, égalité, fraternité », et nous ajoutons « laïcité ». Jamais ces valeurs références n'ont été aussi nécessaires pour vivre ensemble, dans le respect réciproque. « Savoir s'opposer sans se détruire », pour reprendre des termes du « manifeste convivialiste » signé par 60 personnalités du monde entier en 2013, est une posture positive, qui devrait être partagée pour renforcer les cohésions humaines. Mettre en avant les convergences plutôt que les divergences permet à coup sûr d'agir positivement…

**OUI,** nous restons nous-mêmes dans l'action, centrée sur l'éducation et l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité, qu'il s'agisse de nos engagements à l'international ou en France, par des programmes coconstruits avec ceux qui en bénéficient, en valorisant sans cesse l'accès aux Droits Humains, dans nos pratiques ou dans nos plaidoyers.

**OUI,** nous restons nous-mêmes, en prenant en compte la société d'aujourd'hui, où la communication circule à la vitesse de la lumière, où les volontés de partage existent. Est-ce rêver que de vouloir participer, ici et ailleurs, à ce que la dignité humaine soit un phare qui guide toute politique ?



SL-RA2015 complet V21.indd 9 28/04/2016 15:51

**OUI,** Solidarité Laïque agit dans ce sens au sein des plateformes dont elle est membre ou en son sein, avec ses organisations membres.

– La réflexion ouverte fin 2014 sur l'avenir de notre Union s'est poursuivie tout au long de l'année 2015 pour aboutir à l'adoption à l'unanimité des adhérents d'un document d'orientation « Solidarité Laïque à l'horizon 2020, Changeons d'échelle ». Cette année a vu également l'adoption d'un code de déontologie qui précise les règles de fonctionnement (gouvernance, transparence…) de notre organisation. Avec les statuts, le règlement intérieur, la Charte et ledit code, Solidarité Laïque enrichit sa « boîte à outils » pour être une organisation démocratique fidèle à ses valeurs et à ses principes.

– Les actions portées par notre collectif, en France comme dans le monde, son modèle économique, l'évolution de son environnement institutionnel – fortement impacté par ce qui précède – ont été interrogés pour à la fois mettre en place les évolutions nécessaires (ressources humaines, financières…) et conforter la dimension collective et partenariale de notre organisation (agir ensemble, avec d'autres pour relever les défis qui nous attendent).

– Le développement du plaidoyer sur les questions de l'éducation, des droits de l'enfant a porté ses fruits (coproduction du rapport alternatif sur les droits de l'enfant, manifeste pour la COP21, lancement de la Coalition éducation…). Les premières actions de promotion des valeurs de la République ont été lancées ainsi que celles relevant de la lutte contre le racisme, sans atteindre l'ampleur nécessaire à ce stade.

– Les programmes collectifs (Afrique de l'Ouest, Tunisie, Haïti, Sri Lanka…) se sont déroulés de façon satisfaisante malgré des contextes difficiles (des attentats dans pratiquement chacun des pays ou des situations politiques très tendues, sans parler des pays en postconflit). Des pistes pour agir dans d'autres pays ont été explorées (Népal après le tremblement de terre, Laos, Madagascar…).

– La question des réfugiés a été abordée dès septembre sous l'angle de la réflexion (publication d'un document de réflexion) et de l'action.

- Plusieurs organisations membres de Solidarité Laïque ont accueilli des réfugiés dans des centres de séjour, notre organisation offrant des cartables équipés de fournitures scolaires pour les enfants et les jeunes.
- Le camp de Calais a vu la construction d'une école laïque, symbole de la volonté des réfugiés de prendre en mains leur avenir – même à court terme – par l'éducation. Solidarité Laïque a financé l'agrandissement de l'école et a soutenu les bénévoles qui interviennent pour donner des cours de français, d'informatique… mais surtout pour apporter de l'humanité, de la relation, de l'échange… Le camp a été partiellement démantelé, pas l'école ni les lieux de culte et Solidarité Laïque est fière d'avoir contribué à la sauvegarde – fut-elle provisoire – de ce lieu d'éducation et de solidarité. Au-delà de ce qui a pu être fait, cette situation illustre principalement l'absence de réflexion – de vision – à moyen et long terme de la puissance publique. Calais pouvait être un laboratoire d'expérimentation sociale pour bâtir un quartier viable et durable de la ville. La question est de savoir s'il doit être un bidonville plus ou moins bunkérisé ou devenir un espace de vie sociale, culturelle et économique durable, ouvert sur son environnement.

---

*– Le Manifeste convivialiste – Déclaration d'interdépendance*, Le Bord de l'eau
contact@lesconvivialistes.fr

## « CE QUE NOUS VOULONS ÊTRE ENSEMBLE EN 2020 »

## « Solidarité Laïque sera :

– Un collectif "référence" en matière de solidarité en France et dans le monde par et pour une éducation de qualité pour toutes et tous.

– Un acteur de la réflexion sur les questions de développement, de solidarité et de laïcité.

– Un collectif « référence » en matière d'articulation partenariale.

– Un acteur d'influence du débat public et des politiques publiques, en France comme à l'international.

– Un incubateur, un fédérateur et un coordonnateur des actions de ses organisations membres et des organisations partenaires.

– Un acteur majeur de projets alliant solidarité-citoyenneté-laïcité par l'éducation.

Ce n'est qu'avec l'implication de chacune des organisations membres que nous gagnerons ces visions de notre futur. (…)

**Oui, ensemble, changeons d'échelle pour Solidarité Laïque ! »**

**(Extrait du projet stratégique adopté par l'AGE du le 2 juillet 2015)**



SL-RA2015 complet V21.indd 10 28/04/2016 15:51

Dans le camp de réfugiés de Calais, nous soutenons l'école laïque du Chemin des Dunes qui accueille chaque jour des dizaines d'élèves, enfants comme adultes.

Après les attentats de 2015, l'éducation à la citoyenneté nous apparaît comme un levier majeur pour promouvoir le vivre-ensemble et la solidarité. Tout notre réseau est mobilisé dans ce sens.

**1** Assemblée générale et **2** nouveaux administrateurs

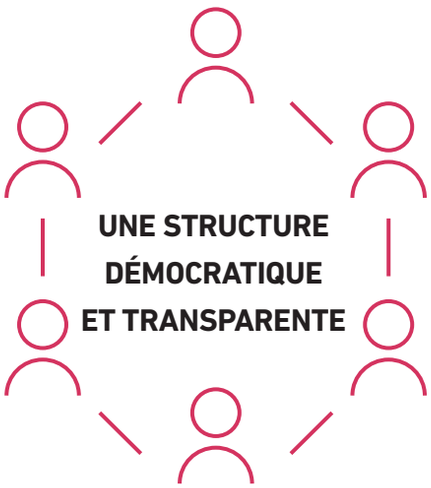
**1** Assemblée générale extraordinaire

**10** Réunions de bureau

**4** Réunions du conseil d'administration

**1** Réunion avec les présidents et secrétaires généraux

**4** Réunions de la commission du personnel



**UNE STRUCTURE DÉMOCRATIQUE ET TRANSPARENTE**

Des **dizaines** de comités de pilotage de nos actions France et international

**2** Réunions du personnel

**52** Délégation départementales

**6** Rencontres avec le référent du Comité de la Charte don en confiance

**1** Réunion de la commission de contrôle



SL-RA2015 complet V21.indd 11 28/04/2016 15:51

# ILS ONT PARLÉ DE NOUS EN 2015…

## Extraits d'interviews exclusives parues sur le site de Solidarité Laïque

**Laurence Rossignol,** secrétaire d'État chargée de la Famille, des Personnes âgées et de l'Autonomie

« Solidarité laïque et chacun de ses membres dans la spécificité de son action offrent aux enfants et aux jeunes des espaces d'expérience de vie en collectif, de respect de l'autre. Faciliter l'accès à l'éducation, lutter contre l'exclusion, éduquer au développement et à la solidarité, c'est en soi promouvoir les droits, et donc participer à la construction d'une société plus juste. Les temps d'activités périscolaires, les lieux de loisirs, offrent la possibilité d'encourager les enfants à participer, à prendre des responsabilités. C'est par l'expérience que l'éducation est la plus efficace en particulier en matière de "vivre ensemble" ».

**Najat Vallaud-Belkacem,** ministre de l'Éducation nationale

« Chaque année la Rentrée solidaire invite les élèves et les jeunes à se mobiliser en faveur d'autres enfants vivant dans un des pays les plus démunis du monde. Cette année est la 15e édition de ce très beau programme de solidarité internationale organisé par les équipes et les bénévoles de l'association Solidarité Laïque, avec le soutien de l'Éducation nationale et de ses partenaires. (…)

Le Mali est le pays retenu cette année pour bénéficier de ce projet de solidarité internationale qui permet de lier entre elles l'action et la réflexion sur l'éducation à la citoyenneté. (…) Cette aide matérielle que Solidarité Laïque acheminera grâce à vos dons ira en priorité en direction des enfants les plus démunis. Ce geste concret contribuera ainsi à lutter contre les inégalités croissantes sur lesquelles prospèrent inexorablement les désordres et les violences. C'est pourquoi j'ai accepté avec plaisir que cette Rentrée solidaire soit placée sous mon Haut patronage. J'invite l'ensemble de la communauté éducative, enseignants, parents, élèves de nos écoles à s'engager au profit des enfants du Mali. (…) Ensemble soutenons cette Rentrée solidaire 2015, aidons les jeunes maliens à accéder au droit humain fondamental qu'est l'éducation pour tous. Mobilisons – nous ! » (Extrait d'une vidéo réalisée par la ministre de l'Éducation).

**Annick Girardin,** secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie,

« J'ai souhaité associer Solidarité Laïque concrètement au Forum mondial sur l'éducation, car vous apportez une expertise précieuse liée notamment à votre diversité. 2015 est une grande année pour le développement, c'est une année où de nouveaux objectifs sont fixés. Mais le vrai travail, celui de la mise en œuvre, il commence maintenant. La société civile a largement participé à construire ce nouveau cadre, il faut qu'elle ait sa place dans sa mise en œuvre. Et puis, pour moi, les organisations comme Solidarité Laïque sont aussi des espaces d'innovation. J'attends donc de Solidarité Laïque qu'elle poursuive, en France et dans le monde, son ambitieux travail d'éducation à la citoyenneté. Car au-delà des chiffres, nous n'aurons réussi les Objectifs du développement durable (ODD) que si chaque jeune se voit offrir la chance de devenir, réellement, un citoyen du monde. »

**Valérie Huguenin,** responsable adjointe de la Division du partenariat avec les ONG (DPO) à l'Agence française du développement.

« Ce type de programme part du constat simple que pour mobiliser les populations sur le développement de leur pays, il n'y a pas mieux que de faire avec les organisations de la société civile (associations, syndicats, coopératives, organisations informelles…). C'est en travaillant avec elles, en leur permettant de partager leur diagnostic, leurs savoir-faire et leurs solutions que l'on peut envisager de résoudre des problématiques telles que le chômage, la déperdition scolaire, ou le désintérêt d'une classe d'âge pour le politique. Sur des sujets aussi importants et qui traversent toutes les strates de la société, ni les pouvoirs publics, ni les bailleurs, ni les entreprises, ne peuvent changer seuls ces situations. Le dialogue est une des conditions d'un changement durable au service du développement. »



SL-RA2015 complet V21.indd 12 28/04/2016 15:51

**Geneviève Avenard,**
défenseur des Droits

« Le dialogue entre les pouvoirs publics et la société civile est indispensable. C'est en ce sens que notre institution travaille activement dans le cadre des comités d'entente ou des groupes de travail qu'elle met en place et auxquels participent activement les associations. De ce point de vue, le travail conduit avec Solidarité Laïque est un atout précieux pour la pertinence de nos constats et de nos recommandations. Au travers d'animations ou de conférences, Solidarité Laïque est également très engagée pour promouvoir la CIDE auprès des enfants et des jeunes. J'ai ainsi eu la chance de participer à plusieurs de ces conférences. Ce travail de terrain est essentiel pour que la CIDE se décline dans le quotidien de chacun.
Par ailleurs, je salue le travail qui est réalisé dans le cadre du collectif AEDE – Agir Ensemble pour les Droits de l'Enfant, copiloté par Solidarité Laïque et DEI-France. Nous avons préparé ensemble et en lien avec l'institution du Contrôleur Général des Lieux de Privation de liberté la pré-session des ONG à Genève en juin dernier où chacun d'entre nous a présenté ses rapports et ses principales préoccupations et préconisations. Nous serons également ensemble à Genève les 13 et 14 janvier prochain au moment de l'audition du gouvernement français. »

## Ils ont cité Solidarité Laïque*

L'ÉCHO RÉPUBLICAIN
L'EST RÉPUBLICAIN
LE DAUPHINÉ LIBÉRATION
LIBÉRÉ LES CAHIERS PÉDAGOGIQUES
LE POPULAIRE DU CENTRE
LE JOURNAL DU PAYS LYONNAIS LE RÉPUBLICAIN LORRAIN
L'ÉVEIL DE LA HAUTE-LOIRE LE PROGRÈS
LE JOURNAL DE LA HAUTE MARNE LE MONDE.FR
L'INDÉPENDANT

ALTERMONDES
ANIMATION ET ÉDUCATION
LA DÉPÊCHE DU MIDI L'ALSACE
LA MONTAGNE LA GAZETTE ARIÉGEOISE
LA MARSEILLAISE LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST
LA VOIX DU CANTAL LA PROVENCE LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE
LE BERRY RÉPUBLICAIN LA VOIX DU NORD LE COURRIER DE LA MAYENNE
LE JOURNAL DU DROIT DES JEUNES
RFI LE JOURNAL DE MAYOTTE

L'HUMANITÉ
LE TÉLÉGRAMME
L'UNION DU CANTAL PRESSE OCÉAN
LE MONDE DE L'ÉDUCATION
MILAN PRESSE OUEST-FRANCE
NICE-MATIN MIDI-LIBRE
LE JOURNAL DES ADOS
SUD-OUEST VOSGES
VIVRE FM MATIN
VAR MATIN

***107 citations presse identifiées en 2015**
*(source : Argus de la Presse)*

Nous remercions nos partenaires et organisations membres qui relaient nos actualités, diffusent des appels à dons et des publicités, contribuent à mieux faire connaître Solidarité Laïque à leurs adhérents.



SL-RA2015 complet V21.indd 13 28/04/2016 15:51

# AGIR EN FRANCE

SL-RA2015 complet V21.indd 14 28/04/2016 15:51

# RENFORCER LE LIEN SOCIAL ET LES SOLIDARITÉS

## Contribuer à un monde de paix, divers et solidaire

« C'EST ENSEMBLE QUE NOUS POURRONS LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS. NOTRE MOBILISATION COLLECTIVE DOIT PERMETTRE DE RENFORCER LES SOCIÉTÉS CIVILES ET D'INFLUENCER LES DÉCIDEURS PUBLICS POUR UN MONDE PLUS JUSTE. »

## SOLIDARITÉ LAÏQUE DÉFINIT SON PROJET ASSOCIATIF À L'HORIZON 2020

**La solidarité n'a pas de frontières**

Nos actions en France ont toutes un lien avec ce qui nous unit à l'ensemble des êtres humains, notamment les plus vulnérables, ceux dont les droits essentiels ne sont pas respectés.
Ainsi, quand nous éduquons à la citoyenneté en France, c'est souvent en lien avec des actions de solidarité à l'international... Quand nous réclamons auprès des pouvoirs publics français qu'ils respectent leurs engagements sur le droit à l'éducation, par exemple, notre action a une visée universelle.
Et quand nous contribuons au lien social en France et rappelons l'État à ses devoirs comme c'est le cas au camp de Calais, cela touche aussi à la solidarité au-delà des frontières.

**La solidarité ne va pas de soi**

Les droits en France et dans le monde ont été mis à rude épreuve en 2015. Mieux vaut donc être plusieurs, agir ensemble en partageant ce qui nous relie.

Nos actions de plaidoyer comme nos actions de terrain sont toujours menées en lien avec d'autres organisations et 2015 a été un temps fort pour renforcer ces partenariats, ces coalitions, ces collectifs.
Oui, nous le croyons et l'expérimentons chaque jour : ensemble, nous sommes plus forts pour changer le monde. La nouvelle Coalition Éducation, le collectif Agir ensemble pour les droits de l'enfant (AEDE), le groupe Droits de l'enfant organisé par Solidarité Laïque, mais aussi la participation à des collectifs internationaux sont autant d'espaces de mobilisation et parfois de transformation.

**La solidarité ne peut se faire sans concertation**

C'est pourquoi, comme à l'international, nous nous efforçons toujours d'impliquer les citoyens, les pouvoirs publics et les collectivités territoriales pour trouver ensemble des solutions. Dans nos actions de plaidoyer, dans nos actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité mais aussi quand nous agissons sur le territoire français, la rencontre avec les pouvoirs publics est toujours une étape clé.

En 2015, le secteur éducation à la citoyenneté et à la solidarité et plaidoyer a entamé une nouvelle étape : il s'est renforcé, structuré, enrichi. Voici de nouvelles perspectives qui s'offrent à lui, avec la volonté de changer d'échelle d'ici 2020, mais surtout de contribuer à un monde plus juste et plus solidaire.



SL-RA2015 complet V21.indd 15 28/04/2016 15:51

# Revendiquer
## 2015, année de tous les plaidoyers

**Quatre lycéens journalistes ont accompagné le collectif AEDE à l'ONU alors que la France était reçue pour s'exprimer sur son application des droits de l'enfant. À cette occasion ils ont écrit un article pointant le manque de considération porté aux enfants issus des minorités.**

« PLUS FORTS ENSEMBLE, EN COALITION PLURIACTEURS, NOUS SOUHAITONS PROMOUVOIR ET DÉFENDRE L'ÉDUCATION EN TANT QUE DROIT FONDAMENTAL. »

**LA COALITION ÉDUCATION ET SES 8 ADHÉRENTS, DONT 4 MEMBRES DE SOLIDARITÉ LAÏQUE.**

### SOLIDARITÉ LAÏQUE, CHEF DE FILE D'UNE « COALITION ÉDUCATION » EN ORDRE DE MARCHE

2015 a été l'année des bilans : quinze ans après les recommandations de l'Éducation pour tous faites au forum de Dakar et à l'heure de définir les objectifs du développement durable (ODD), le cadre d'action « Éducation 2030 » a été établi et intégré dans les ODD. Un pas en avant auquel Solidarité Laïque a contribué. C'est dans ce contexte que Solidarité Laïque, membre de la Campagne mondiale pour l'éducation depuis 2004, a obtenu fin 2014 (pour un démarrage au 1er janvier 2015) un financement de l'Agence française du développement (AFD) pour développer le plaidoyer, mobiliser de nouveaux membres et créer une coalition. Deux salariées ont ainsi pu être recrutées pour améliorer la visibilité et la prise en compte par les pouvoirs publics et l'opinion des enjeux de l'éducation dans les politiques françaises de coopération.
Plusieurs organisations membres de Solidarité Laïque ont rejoint la Coalition Éducation, nouveau nom donné à ce pôle de plaidoyer : le SNUIPP (FSU), l'UNSA Éducation, le SGEN CFDT et la Ligue de l'enseignement, rejoints en 2016 par les Céméa, Aide et Action, Plan France, Handicap International, Partage, One et Planète Urgence.
Ensemble, nous agissons pour faire avancer la cause : *« Plus forts, ensemble, en coalition pluriacteurs, nous souhaitons promouvoir et défendre l'éducation en tant que droit humain fondamental et mobiliser l'opinion publique, les parlementaires, les pouvoirs publics pour que la communauté internationale, les acteurs responsables, tiennent leurs engagements de fournir une éducation de qualité pour toutes et tous, selon une approche inclusive. »*

### DROITS DE L'ENFANT : UN RAPPORT SALUÉ UNANIMEMENT

Depuis 2015, une salariée à temps plein a porté l'activité sur les droits de l'enfant.
Chef de file avec DEI France depuis 2013 du collectif Agir ensemble pour les droits de l'enfant (AEDE) qui rassemble plus de 50 organisations de la société civile actives dans tous les domaines de l'enfance, Solidarité Laïque a développé avec 16 de ses membres un plaidoyer ambitieux grâce au premier rapport alternatif véritablement collectif sur les droits de l'enfant en France.



SL-RA2015 complet V21.indd 16 28/04/2016 15:51

Celui-ci, ainsi qu'une synthèse de 40 pages, a été publié en mars 2015 et AEDE a été auditionné par le Comité des droits de l'enfant de l'ONU en juin 2015 à Genève. Loin d'être un simple état des lieux de la situation entre 2009 et 2015, ce rapport propose des pistes très concrètes d'actions pour améliorer la mise en application de ces droits en France dans le cadre d'un dialogue renforcé et constructif entre les organisations de la société civile et les pouvoirs publics.
C'est dans cet esprit que le Collectif AEDE a rencontré plusieurs ministères et institutions afin d'identifier les leviers d'action : ministères de la Justice, de la Famille, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, Matignon, l'Élysée et le Défenseur des droits.
Solidarité Laïque poursuit son dialogue régulier avec l'Institution du défenseur des droits en participant au Comité d'entente pour la protection de l'enfance.
Par ailleurs, Solidarité Laïque se mobilise au niveau européen pour les droits de l'enfant. Le 22 octobre s'est tenue, en partenariat avec Eurochild dont Solidarité Laïque est membre, une journée d'études à laquelle ont participé des enfants, des jeunes, des professionnels de l'enfance et des pouvoirs publics français et européens. Le thème, fédérateur, *« Investir dans l'enfance : construire une société respectueuse de leurs droits »*, a permis de réunir 100 participants.
Nous nous sommes, en collaboration avec les autres membres français d'Eurochild, activement mobilisés pour encourager la pleine mise en œuvre de la recommandation de la Commission européenne *« Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité » via* l'adoption d'une déclaration signée par 428 députés européens ; ce qui en fait la déclaration la plus adoptée depuis 2011.

## 7 CHIFFRES CLÉS

**1 rapport** sur les droits de l'enfant de **750** pages, présenté à l'ONU et tiré à **1500** exemplaires

**12** MEMBRES ACTIFS dans la nouvelle Coalition Éducation dont Solidarité Laïque est chef de file

**35** rendez-vous politiques

(AEDE, Coalition Éducation, Solidarité Laïque en propre) : Unesco, ONU à Genève, ministères des Affaires étrangères, de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et Sports, des Affaires sociales, Élysée, Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI), et une dizaine de parlementaires

**1 audition** sur l'aide au développement à l'éducation à destination des pays en développement

une **dizaine** de questions écrites aux parlementaires

## BILAN D'ACTIVITÉS

**En 2015, la Coalition Éducation a été représentée par Solidarité Laïque…**

### FÉVRIER

à la 4e Assemblée générale de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) en Afrique du Sud.

### MAI

lors du Forum mondial de l'éducation à Incheon (Corée) organisé par l'Unesco, sur invitation de la secrétaire d'État au Développement dans la délégation française.

### OBSERVATOIRE DE L'AIDE À L'ÉDUCATION

dans une dizaine de rendez-vous politiques à l'Élysée, au ministère des Affaires étrangères (MAE) et auprès des parlementaires dans le cadre de la seconde édition de l'Observatoire de l'aide à l'éducation dans les pays en développement publié par la Coalition Éducation

### OBJECTIF ÉDUCATION

lors de rendez-vous de concertation autour de l'Objectif du développement durable 4 – Objectif Éducation au CNDSI (Conseil national du développement et de la solidarité internationale) et au MAE

### SEPTEMBRE

dans un numéro spécial d'Altermondes sur l'éducation : « Ici comme ailleurs, et si l'école cessait de reproduire les inégalités ? »

### NOVEMBRE - DÉCEMBRE

à la COP 21, dans le cadre d'une tribune parue dans le Huffington Post signée par plusieurs personnalités et intitulée : « Mettre l'éducation au cœur du défi climatique »



SL-RA2015 complet V21.indd 17 28/04/2016 15:51

## FOCUS... COP 21, LE DÉFI DE L'ÉDUCATION

30 NOVEMBRE 2015

À L'OCCASION DU SOMMET POUR LE CLIMAT, SOLIDARITÉ LAÏQUE RAPPELLE QUE L'ÉDUCATION REPRÉSENTE UNE CLÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT ET QU'IL FAUT, DANS CETTE PERSPECTIVE, LUI DONNER LA PLACE QUI EST LA SIENNE AU SEIN DES DÉBATS ET DE L'AGENDA PLANÉTAIRE.

En cette fin d'année 2015, les dirigeants du monde scellent l'avenir de la planète. Associations, syndicats et citoyens ont les yeux rivés sur les débats et attendent, espèrent que des accords seront conclus, qui engageront les États à maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2 °C.
Active au sein de différents collectifs mobilisés à la COP21, Solidarité Laïque milite pour que l'éducation ne soit pas laissée en marge de cet événement. Levier essentiel de transition et de développement, l'éducation, sous toutes ses formes, transmet les savoirs et les valeurs nécessaires pour prévenir et s'adapter aux changements, imaginer de nouveaux modes de vie et de consommation. Faire de l'éducation une priorité, c'est opter pour des résultats durables, en formant les générations futures à la solidarité, au respect, à la santé, en vue d'une citoyenneté mondiale.
En marge des débats officiels, les militants se réunissent autour de plusieurs manifestations pour partager, échanger et s'exprimer sur le climat. Nous avons souhaité donner la parole à ceux que l'on n'écoute trop peu : les enfants.
Comme le préconise la Convention internationale des droits de l'enfant, il s'agit pourtant de les consulter sur les décisions qui les concernent. Population parmi les plus vulnérables au changement climatique, c'est eux aussi qui héritent du monde que définira la COP21.
À travers notre atelier *Agir pour le climat, c'est respecter mes droits !*, nous avons rassemblé leurs revendications et leurs propositions, qui seront remises aux dirigeants sous forme de manifeste.

**Carole Coupez, Déléguée aux actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité.**

Extrait d'un article paru sur www.solidarite-laique.org

À la COP 21, des enfants ont été invités à s'exprimer sur les enjeux du développement durable et ont remis leurs recommandations à Laurence Rossignol, ministre de la Famille et du Droit des femmes.

« LE DIALOGUE ENTRE LES POUVOIRS PUBLICS ET LA SOCIÉTÉ CIVILE EST INDISPENSABLE POUR FAIRE APPLIQUER LES DROITS DE L'ENFANT (...). DE CE POINT DE VUE, LE TRAVAIL CONDUIT AVEC SOLIDARITÉ LAÏQUE EST UN ATOUT PRÉCIEUX POUR LA PERTINENCE DE NOS CONSTATS ET DE NOS RECOMMANDATIONS. »

**GENEVIÈVE AVENARD, DÉFENSEUR DES DROITS.**

Interview exclusive accordée à Solidarité Laïque en décembre 2015.



SL-RA2015 complet V21.indd 18 28/04/2016 15:51

EN 2013, SEULS

# 22 %

DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT FRANÇAISE DÉDIÉE AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION BÉNÉFICIENT AUX PAYS LES PLUS PAUVRES

À l'initiative de Solidarité Laïque, une Coalition éducation s'est constituée le 1er janvier 2015. Elle vise notamment à influencer les politiques publiques.

# En avant pour les droits de l'enfant !

Le rapport alternatif et collectif sur les droits de l'enfant a été largement salué. Il se veut constructif et force de propositions pour améliorer en France



SL-RA2015 complet V21.indd 19 28/04/2016 15:51

# Éduquer à la citoyenneté
## Un centre de ressources qui se structure

### REPÈRES

Sensibiliser, informer, éduquer, pour comprendre, faire comprendre et susciter l'engagement en proposant des pistes concrètes d'actions ! Tel est le programme du centre de ressources de Solidarité Laïque qui est destiné aux animateurs, enseignants et acteurs engagés de la solidarité internationale. Tout au long de l'année, ce centre conçoit des outils et des ressources pédagogiques. Il développe également des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité dans le cadre de partenariats, avec plusieurs modalités d'action :

• Sensibilisation/information : conférences, débats et campagnes, actions éducatives avec ses organisations membres : la Rentrée solidaire – un cahier, un crayon, Ne lâchons pas nos droits !, Pas d'éducation, pas d'avenir… ;

• Éducation/animations auprès des scolaires, des jeunes et du grand public… ;

• Interventions/ateliers formatifs auprès de professionnels, personnes relais, éducateurs.

Fin 2015, une réactualisation du catalogue de ses outils pédagogiques était en cours.

### FORMATION ET PRODUCTION D'OUTILS PÉDAGOGIQUES

Plus d'interventions auprès des éducateurs, des familles et des enfants, de nouveaux outils pédagogiques, des conférences… Le bilan de l'année 2015 pour le secteur Éducation à la citoyenneté, désormais nourri du pôle Droits de l'enfant et lutte contre les discriminations, est positif et prépare le positionnement de Solidarité Laïque comme centre de ressources sur l'ECSI. La spécificité de notre action repose sur l'alternance entre des interventions de terrain auprès des jeunes et des enfants et des formations d'adultes nourries de ces expérimentations.
– Deux sessions de formation sur la gestion de projets éducatifs en solidarité internationale ont été organisées auprès de futurs professionnels en formation (BPJEPS, masters métiers de l'éducation, de l'enseignement, et de la formation…).
– Solidarité Laïque est intervenue à sept reprises auprès de 200 éducateurs et des jeunes qui seront à leur tour aptes à sensibiliser les jeunes et les enfants mais aussi leurs collègues.
– 16 animations pédagogiques ont été organisées sur le temps scolaire ou périscolaire, par le siège, et auprès des familles soutenues par Solidarité Laïque dans le cadre du programme Vacances et insertion (VEI, voir page 26) ; ce qui représente plus de 700 personnes touchées directement.
Deux outils pédagogiques ont été édités : le poster pédagogique sur le Mali, coédité avec Milan Presse et

La Rentrée solidaire a mis le cap cette année vers le Mali, où 70 000 enfants ont été déscolarisés à cause du conflit.

Laïcité et vivre-ensemble sont largement abordés dans nos programmes d'éducation à la citoyenneté.

Nous souhaitons renforcer l'éducation à la citoyenneté dans la campagne « Pas d'Éducation, Pas d'Avenir ! »



SL-RA2015 complet V21.indd 20 28/04/2016 15:51

diffusé à 27 000 exemplaires ; un outil pédagogique « Agir pour le climat, c'est respecter mes droits » en lien avec la COP21 et conçu en partenariat avec six organisations membres (Fédération des APAJH, Fédération des Aroeven, Entraide universitaire, la Mission laïque française, MGEN et UNSA Éducation) diffusé à 2 000 exemplaires. De nombreuses ressources téléchargeables en ligne ont été produites autour de ces deux outils.
– Dans cette année « climat », Solidarité Laïque s'est activement mobilisée au moment d'Alternatiba ou encore lors de la COP21 en contribuant à la mise en place d'une manifestation « Éducation » en partenariat avec d'autres organisations sur l'espace Générations Climat. À cette occasion, un manifeste des enfants a été remis à la ministre de la Famille et de l'Enfance.
– Un espace professionnel éducateurs a été intégré au nouveau site. Il propose en ligne des dizaines de ressources pédagogiques classées par thématiques.
– Le compte YouTube de l'association, nourri et réorganisé par le secteur communication, héberge désormais l'ensemble des ressources vidéos produites.
– Trois conférences sur les droits de l'enfant ont été données à Lille, Vendôme et Limoges pour le grand public, en lien avec la MGEN ou les délégations départementales (DDSL 87 et DDSL 59).
– Solidarité Laïque a été invitée à participer à plusieurs jurys : « C ton droit » organisé par la Mission Laïque française, « Agis pour tes droits » organisé par les Francas 93 et les jurys du PIEED et de PEPA dont nous sommes partenaires (voir page 24).

C'est aussi en 2015 qu'une cartographie interne a été lancée pour identifier les outils pédagogiques produits par les membres ou partenaires de Solidarité Laïques. Cinq organisations ont été rencontrées. Le travail se poursuivra courant 2016 afin d'identifier les complémentarités et les manques à combler.

## LA RENTRÉE SOLIDAIRE UN CAHIER, UN CRAYON ACCROÎT SA NOTORIÉTÉ

L'édition 2015-2016, consacrée au Mali, dans la continuité de la tendance observée depuis cinq ans, a touché un public plus large : près de 800 structures éducatives ont participé à l'opération cette année, soit une augmentation de 45 % par rapport à l'édition précédente pour Mayotte. Il faut noter aussi deux conventions signées avec les Conseils généraux des Yvelines (78) et de Haute-Garonne (31). Un nombre croissant de communes s'impliquent désormais. Autre fait notable : la mobilisation grandissante de jeunes, lycéens et étudiants du supérieur qui portent cette campagne en autonomie, notamment à travers des courses sportives visant à sensibiliser et à collecter des fonds ou des fournitures. Du côté de plusieurs délégations départementales, même constat : les territoires s'approprient une opération qui a fait ses preuves et propose des

« LES OUTILS PÉDAGOGIQUES DE SOLIDARITÉ LAÏQUE ONT JOUÉ UN RÔLE PRIMORDIAL DANS LA PRISE DE CONSCIENCE DE MES ÉLÈVES. ILS EN ONT BESOIN, S'OUVRIR AU MONDE EST ESSENTIEL-POUR DEVENIR UN CITOYEN RESPONSABLE. »

**ANNE-SOPHIE CAHUZAC, PROFESSEUR DES ÉCOLES ET PARTICIPANT À LA RENTRÉE SOLIDAIRE.**

Nos outils pédagogiques invitent les enfants et les jeunes à s'exprimer sur le monde qui les entoure.

Le Partenariat éducatif de solidarité internationale est ouvert à tous les professionnels de l'éducation.

La sensibilisation des enfants à leurs droits leur offre la capacité de les défendre.



SL-RA2015 complet V21.indd 21 28/04/2016 15:51

outils largement plébiscités.
Le blog « Un cahier-un crayon » a donc connu naturellement une hausse de la fréquentation et des téléchargements d'outils pédagogiques.
Pour la première fois, sans doute du fait du contexte lié aux attentats à Paris et à Bamako et aux besoins exprimés par les éducateurs de travailler avec des outils d'éducation à la citoyenneté efficients, au retour des congés d'automne et jusqu'à la fin de l'opération, un nouveau pic de fréquentation a été constaté.
La promotion de l'opération, en lien avec le service communication, a pu contribuer à ce succès. La ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, a apporté son haut patronage et a produit dans ce cadre une vidéo appelant à la mobilisation des enseignants sur l'opération.
Le pédagogue Philippe Meirieu a accepté d'être le parrain de cette action, la relayant auprès des publics qui le suivent.
Le 29 août 2015, les fournitures scolaires collectées en 2014-2015 pour Mayotte ont été distribuées dans 189 écoles et 8 Segpa. 6 500 élèves de CM2 en ont bénéficié. Cette campagne avait permis de pointer la situation dramatique de l'éducation et des droits de l'enfant à Mayotte. Elle a été aussi l'occasion de renforcer les liens entre les organisations membres de Solidarité Laïque basées à Mayotte : une délégation départementale mahoraise était en cours de constitution fin décembre 2015.

## ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ : 7 CHIFFRES CLÉS

**16** INTERVENTIONS/ SENSIBILISATIONS en milieu scolaire ou périscolaire, dont 5 sur des temps de vacances

7 formations

**200** ÉDUCATEURS FORMÉS

10 conférences et plus de 1000 personnes touchées

2 nouveaux outils pédagogiques édités

Des dizaines de ressources en téléchargement sur le site

## AUTRES PROGRAMMES ET ACTIONS : PLUS D'EFFICACITÉ ET D'IMPACT

**Le Partenariat éducatif de solidarité internationale (PESI),** d'un commun accord avec les membres (Casden, Maif et MGEN) a élargi ce dispositif à de nouveaux publics pour l'année 2015-2016 : tous les professionnels de l'éducation sont désormais éligibles (étudiants des Espe, mais aussi animateurs jeunesse, éducateurs spécialisés…).
L'objectif reste le même : *« promouvoir les échanges entre les pairs, dans le domaine de l'éducation, du travail social, de l'enseignement pour accompagner la qualité et la professionnalisation de chacun grâce à l'ouverture internationale ».* La dotation a été de 14 720 euros.

**Pour l'édition 2015-2016, neuf projets ont été retenus.**
– *Le bal de bébé Chouette.* Échanges entre professionnels de la petite enfance et personnes travaillant avec les familles grâce à un spectacle artistique et poétique dédié aux tout-petits.
– *Création d'une plateforme d'échanges, de coopération et de partenariat pour les tuteurs de volontaires.* Renforcement du partenariat en construisant une formation de formateurs de tuteurs.
– *La politique documentaire d'un établissement du secondaire au Bénin :* appuis conceptuels et logistiques. Échanges de compétences et de pratiques entre les enseignants béninois et les étudiants du master MEEF (métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation) PRODOC (parcours professeur documentaliste).
– *Échanges de pratiques pédagogiques entre futurs enseignants en France et en Haïti* dans le cadre d'un stage

Malgré les attentats, la Semaine de la solidarité internationale a été maintenue pour répondre à la peur.

La récolte de fournitures scolaires pour le Mali a été un franc succès ! Ici, le butin de l'IUT du Mans.

Les enjeux du climat ont été exposés aux enfants qui ont ensuite souhaité s'exprimer sur le sujet.



SL-RA2015 complet V21.indd 22 28/04/2016 15:51

professionnel et construction d'outils pédagogiques innovants.
– *Pour un statut de travailleur social au Maroc.* Soutenir les échanges de pratiques et d'actions de formation pour accompagner la création d'un établissement expérimental de formation des travailleurs sociaux au Maroc. Plaider pour la création d'un statut de travailleur social, qui n'existe pas au Maroc.
– *Soutien au système éducatif sénégalais.* Favoriser le transfert de compétences et les échanges de pratiques entre enseignants et futurs enseignants français et sénégalais.
– *La citoyenneté dans la pédagogie de formation des travailleurs sociaux.* Promouvoir la citoyenneté et le lien social dans les pratiques de formation. Susciter l'innovation pédagogique.
– *Les droits de l'enfant dans l'éducation non-formelle.* Échanger des compétences et des savoir-faire pédagogiques autour de l'éducation aux droits de l'enfant grâce à des séminaires coconstruits entre animateurs français et sénégalais.
– *Échange de pratiques interculturelles sur le thème de l'engagement et de la citoyenneté.* Promouvoir l'échange de pratiques professionnelles d'accompagnement à la citoyenneté et d'accompagnement des volontaires en service civique au Sénégal et en France.

**La Semaine de solidarité internationale (SSI)** a été cette année endeuillée par les attentats de Paris. En raison de l'état d'urgence, de nombreuses

Le PIEED soutient des projets d'éducation à la citoyenneté portés par des associations étudiantes.



SL-RA2015 complet V21.indd 23 28/04/2016 15:52

manifestations ont été annulées. Néanmoins, l'équipe de Solidarité Laïque a tenu à répondre positivement aux demandes d'organisations membres ou de délégations départementales et s'est déplacée à Épinal, Lyon et Chartres.

**La campagne « Pas d'Éducation, Pas d'Avenir ! »** conduite en partenariat avec la Ligue de l'enseignement a renouvelé les appels à projet. 2015 a été un temps de réflexion sur l'articulation entre les deux organisations notamment *via* l'éducation à la citoyenneté, ainsi que sur la rénovation de la campagne qui s'essouffle légèrement.
20 projets ont été soutenus.

**Le Prix des initiatives étudiantes en éducation au développement (PIEED)** est un dispositif qui valorise les projets d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale portés par des étudiants. 33 dossiers ont été déposés, 10 finalistes ont été sélectionnés et 5 projets ont été primés pour un prix allant de 1 500 à 5 000 euros. La diversité les caractérise : documentaires avec débats participatifs, rencontres et immersion en ONG, réalisation d'une BD, rencontres mensuelles avec des associatifs, création d'un MOOC, etc. Le PIEED, depuis sept éditions, associe Étudiants et développement, France volontaires et Solidarité Laïque

**Educasol** est accueilli dans les locaux de Solidarité Laïque qui occupe une fonction de secrétariat général au sein du CA. En 2015, le collectif, dont la mission est de représenter les acteurs de l'ECSI en France, promouvoir la meilleure prise en compte de celle-ci dans les politiques publiques, et renforcer les compétences des acteurs, a renouvelé ses concepts et sa charte et a constaté une augmentation des sollicitations par les acteurs éducatifs ou les pouvoirs publics. Des partenariats ont été formalisés avec F3E, France volontaires, le CNAJEP et le CLONG-volontariat.

## GRAND SUCCÈS POUR LA RENTRÉE SOLIDAIRE 2015 ! 5 CHIFFRES CLÉS

**7500** élèves mahorais équipés

**772** STRUCTURES FRANÇAISES ÉDUCATIVES AUX CÔTÉS DU MALI

**+45%** DE STRUCTURES PARTICIPANTES

**+490%** de visiteurs uniques entre novembre 2008 et novembre 2015 sur www.uncahier-uncrayon.org

**121 000** enfants et jeunes solidaires

L'éducation à la citoyenneté ne se développe pas que dans les classes : centres de loisirs, d'éducation populaire ou culturels y contribuent.

À la rentrée 2015, les fournitures collectées lors de la Rentrée solidaire pour Mayotte ont été distribuées sur l'île. Plus de 25 classes de CM2 et 8 SEGPA ont été équipées.



SL-RA2015 complet V21.indd 24 28/04/2016 15:52

22
AOÛT
2015

## FOCUS... 3 QUESTIONS À PHILIPPE MEIRIEU, PARRAIN DE LA RENTRÉE SOLIDAIRE 2015-2016

« LA RENTRÉE SOLIDAIRE MOBILISE LES ENFANTS SUR UNE ACTION CONCRÈTE DE SOLIDARITÉ. UNE TELLE OPÉRATION REPRÉSENTE UN LEVIER POUR RENOUVELER LES PRATIQUES PÉDAGOGIQUES ET CONTRIBUE AU VIVRE-ENSEMBLE ET À LA CITOYENNETÉ DES JEUNES. »

### QU'EST-CE QUI DISTINGUE LA RENTRÉE SOLIDAIRE DES AUTRES PROJETS PÉDAGOGIQUES ?

La Rentrée solidaire représente à mon sens un levier pour renouveler les pratiques pédagogiques. Découvrir un pays à travers sa culture, réfléchir aux conditions de scolarisation, s'interroger sur la notion de solidarité, c'est ouvrir des horizons pour les élèves et leur permettre de penser le monde et leur vie par eux-mêmes. Je crois qu'il y a là quelque chose de déterminant pour promouvoir l'éducation en tant que droit fondamental : une éducation qui rend libre, individuellement et collectivement.

### DANS QUELLE MESURE PEUT-ON DIRE QUE LA RENTRÉE SOLIDAIRE EST UNE OPÉRATION CITOYENNE ?

Tout d'abord, parce que cette opération manifeste de façon concrète la solidarité, elle prouve qu'il est possible de dépasser les discours et les déclarations d'intention pour construire le vivre-ensemble. Ensuite, parce qu'elle mobilise les enfants et les jeunes, elle leur donne les moyens de trouver une place en s'engageant dans un projet dont ils sont entièrement responsables, et c'est en exerçant une responsabilité qu'on devient citoyen. Dans le contexte que nous vivons sur notre territoire, solidarité et citoyenneté sont deux valeurs qu'il est essentiel de développer pour mettre fin aux inégalités et aux discriminations de tout genre. La Rentrée solidaire apparaît comme une réponse innovante et nécessaire aux tensions d'aujourd'hui.

### CONCRÈTEMENT, QU'EST-CE QUE CETTE ACTION DE SOLIDARITÉ PEUT APPORTER AU MALI ?

Au Mali, la peur s'est installée au quotidien, à cause des événements récents. Et on ne peut rien faire pour lutter contre cette peur, encore moins si on n'est pas allé à l'école pour apprendre à lire, à écrire. Il est fondamental que les enfants, qui sont les plus fragiles dans ces circonstances, retrouvent le chemin de l'école pour reconstruire la cohésion sociale et la paix. Pour ce faire, il faut, entre autres, du matériel scolaire, essentiel pour suivre les cours et éviter le décrochage, qui concerne aujourd'hui un enfant sur deux avant le collège. Leur offrir un cahier et un crayon, c'est contribuer à les libérer de la peur.

**Philippe Meirieu, parrain de la rentrée solidaire 2015-2016**

Extrait d'un article paru sur www.solidarite-laique.org

« Dans le contexte que nous vivons sur notre territoire, solidarité et citoyenneté sont deux valeurs qu'il est essentiel de développer pour mettre fin aux inégalités et aux discriminations de tout genre. La Rentrée solidaire apparaît comme une réponse innovante et nécessaire aux tensions d'aujourd'hui. »

SL-RA2015 complet V21.indd 25 28/04/2016 15:52

# Lutter contre les exclusions

## REPÈRES

Solidarité Laïque travaille au quotidien sur le territoire pour renforcer le lien social et permettre à chacun d'accéder à une vie digne. Son action se fait en lien étroit avec des dizaines de partenaires territoriaux – associations et pouvoirs publics – et l'ensemble de ses délégations territoriales. La complémentarité des acteurs génère des synergies qui transforment des parcours de vie et nourrissent des initiatives porteuses d'espoir dans les quartiers, que ce soit en ville ou dans les zones rurales. Comme pour ses actions à l'international, l'objectif reste le même : le développement humain et social.

## VACANCES ET INSERTION : L'ACCOMPAGNEMENT PÉDAGOGIQUE ET PARENTAL AU CŒUR DE LA DÉMARCHE

En lien avec ses délégations départementales, ses organisations membres et ses partenaires, Solidarité Laïque reste plus que jamais engagée dans le programme Vacances et insertion. Ce programme, conduit en partenariat avec l'ANCV (Agence nationale pour les chèques-vacances), a permis cette année à 564 familles de partir en vacances. Ce temps de répit proposé pour l'essentiel à des familles monoparentales (54 % des publics accompagnés) a fait la preuve de son intérêt social.

En effet, en dehors des vacances elles-mêmes, à la mer, à la montagne ou à la campagne, ce moment offre la possibilité aux travailleurs sociaux partenaires de nos délégations départementales de se rapprocher de leurs publics et de tisser des liens plus étroits dans le cadre d'un accompagnement avant et après les vacances. Autre point fort, la création de lien social : les familles qui partent ensemble se rencontrent, et venant des mêmes quartiers, se découvrent. Au retour, elles sont moins isolées et créent des liens de solidarité, par exemple pour les sorties de loisir ou pour s'entraider quand il faut garder les enfants ou se déplacer. In fine, les publics gagnent en estime de soi, en confiance, en bien-être humain et social. En 2015, les équipes de Solidarité Laïque sont allées à cinq reprises à la rencontre des familles.

**Temps de repos et de répit, les vacances sont aussi un moment essentiel pour resserrer le lien au sein des familles et pour favoriser la réussite scolaire des enfants.**

## DES ACTIVITÉS D'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ POUR PETITS ET GRANDS

Pour la seconde année consécutive, une activité « éducation à la citoyenneté » a été proposée aux parents et aux enfants. Des animations pédagogiques et ludiques en lien avec l'actualité, la COP 21 qui s'est déroulée à Paris en décembre, ont été proposées, permettant de mobiliser la réflexion des petits et des grands. Les travailleurs sociaux qui ont accompagné les familles ont constaté que cette nouvelle activité contribuait à renforcer l'estime de soi et l'insertion de ces personnes très isolées et souvent coupées des enjeux sociaux ou économiques du pays. Une façon aussi opérante de permettre aux enfants et aux parents de se voir différemment dans le cadre d'activités récréatives. Finalement, une façon de renforcer la cohésion nationale, résume le Délégué général Roland Biache.



SL-RA2015 complet V21.indd 26 28/04/2016 15:52

21 SEPTEMBRE 2015

## FOCUS... INSERTION ET VACANCES : LE LIEN QUI FAIT LA DIFFÉRENCE

CET ÉTÉ, PLUS DE 500 FAMILLES SONT PARTIES EN VACANCES AVEC LE SOUTIEN DE SOLIDARITÉ LAÏQUE ET DE SES PARTENAIRES. FOCUS SUR UN SÉJOUR DANS LES VOSGES AVEC 8 FAMILLES ET LEURS ACCOMPAGNATRICES, UN MOMENT « MAGIQUE ».

Les 8 familles qui se sont retrouvées cet été au gîte de Sénennes, en pleine forêt vosgienne, se connaissaient pour certaines depuis 5 ans.
Si leur séjour a été soutenu par le programme Vacances et insertion porté par Solidarité Laïque, leur accompagnement date en effet de 2010, quand elles ont été repérées par des travailleurs sociaux de la région et adressées à la Ligue des Vosges. *« Quand on a connu des coups durs, que l'on se retrouve en marge et exclus de la société, beaucoup de repères disparaissent,* explique Sylvie Mouret, Déléguée départementale de Solidarité Laïque et directrice de la Ligue des Vosges. *Cela prend donc du temps pour reprendre confiance en soi et retrouver l'élan qui permet de se reconstruire. Partir en vacances participe de ce mouvement. »*

Au programme du séjour, des activités pêche et pédalo, la préparation d'un buffet festif pour le dernier repas, un atelier droit de l'enfant et parentalité...
Patience, sensibilité et professionnalisme des conseillères en économie sociale et familiale qui suivent ces personnes en difficulté sociale sont pour beaucoup dans le succès de ce séjour. *« Pour ces publics, partir en vacances, c'est très compliqué et pas seulement pour des raisons financières ! Quitter ses habitudes, oser s'exposer au regard des autres, reprendre confiance en soi, c'est prendre le risque d'aller vers autre chose »*, explique Maud, la référente famille.

Autre clé de cette réussite, la confiance et la solidarité qui préside désormais aux relations entre les familles. *« Voilà un an, nous nous sommes constitués en association loi 1901,* explique Christelle Lestienne, Présidente de l'association "Neuf familles et compagnie" et bénéficiaire du programme. *Nous souhaitions organiser davantage de sorties pour les enfants, générer des activités rémunératrices et aussi proposer à d'autres gens des activités conviviales. »*

En moins d'un an, la petite équipe a mis sur pied un tournoi de foot, une journée pêche et prépare activement un loto. Les bénéfices engrangés *« ont permis de constituer un petit trésor de guerre en cas de coup dur »* et surtout, comme le précise Pascal Chassard, père de quatre enfants et secrétaire de l'association, *« on s'est rendu compte qu'on avait chacun des talents et des compétences qui se complétaient. À plusieurs, on peut faire des projets et ça fait un bien fou de réussir une opération quand on la prépare de longue date ! »* Sans compter *« le plaisir de faire plaisir à d'autres, de faire des rencontres et donc de se voir autrement »*, comme l'expriment plusieurs bénéficiaires du programme.

Article paru sur www.solidarite-laique.org

## 7 CHIFFRES CLÉS

**18 883** Journées de vacances

**1337** enfants

**322** jeunes

**926** adultes

**564** familles accompagnées

**2649** bénéficiaires

**5** ateliers sur séjour durant l'été



SL-RA2015 complet V21.indd 27 28/04/2016 15:52

# Des microprojets au service du lien social

## REPÈRES

Solidarité Laïque cofinance des microprojets* pour venir en soutien à des associations locales et/ou des équipements socioculturels menant des actions de proximité dans les quartiers ou les zones rurales. Leur philosophie se résume en quelques mots : « *Favoriser le lien social et contribuer à la lutte contre les exclusions.* » Ces soutiens sont accordés, comme pour les microprojets à l'international, dans le cadre de cofinancements et à des structures liées à des membres ou des partenaires de Solidarité Laïque. La participation de Solidarité Laïque oscille entre 33 % et 50 % du coût global du projet, sauf exception. Les sommes attribuées vont de 1 800 € à 10 000 €. Quatre microprojets ont été financés en 2015.

## QUELQUES EXEMPLES D'ACTIVITÉS

**– Avec l'Union régionale des PEP de Franche-Comté,** soutien de 2 500 € pour un projet concernant des jeunes décrocheurs d'un établissement scolaire de la ville de Besançon. Au programme : activités sportives (maîtrise de soi), culturelles (découverte de la région), apprentissage du vivre-ensemble en groupes d'expression (passer du « je » au « nous ») pour relancer une dynamique de réussite éducative. Ce projet s'est déroulé en lien étroit avec les parents.

**– Avec la délégation départementale de la Haute-Vienne,** soutien de 2 128 € pour un projet de départ en vacances de familles défavorisées. Initié par des animatrices de centres sociaux en lien avec les usagers, ce projet a permis à 50 personnes d'effectuer des visites culturelles et de loisirs à Rocamadour, au Futuroscope de Poitiers, de quoi faire le plein de souvenirs pour les restituer lors de soirées conviviales dans les équipements de quartier.

**– Mineurs isolés étrangers** (MIE). Solidarité Laïque, membre d'InfoMIE, soutient cette plateforme nationale destinée à l'ensemble des acteurs accompagnant ces jeunes vulnérables. Guidée par l'intérêt supérieur de l'enfant, InfoMIE a pour objectif de favoriser la connaissance des problématiques des MIE dans une logique pluridisciplinaire. De plus, elle œuvre pour mutualiser les expériences sur l'ensemble du territoire français, métropolitain et ultramarin, afin de rompre le sentiment d'isolement des acteurs accompagnant ces jeunes. L'approche consiste à fournir des outils facilitant la compréhension du droit et l'échange d'expériences, notamment grâce au centre ressources www.infomie.net, outil le plus connu, mais également *via* des permanences juridiques, l'animation d'espaces d'échanges et de groupes de travail. En 2015, InfoMIE a lancé trois groupes de travail : santé des MIE, jurisprudence, scolarité-formation professionnelle où se retrouvent ministères, conseils départementaux, éducateurs, juristes, avocats, associations, médecins, psychologues.

## RÉFUGIÉS : ACCUEILLIR, ACCOMPAGNER ET ÊTRE SOLIDAIRE

En 2015, dans la quatrième année du conflit syrien, les réfugiés ont afflué en Europe. En septembre, après la découverte du corps du petit Alan Kurdi sur une plage de Turquie, Solidarité Laïque a lancé un appel aux dons pour soutenir les projets d'accueil d'urgence et d'accompagnement des réfugiés. Relayé par des organisations membres, dans les revues et sur le Net (newsletters, réseaux sociaux…), il a permis de collecter 18 619 euros. Cette somme a permis de soutenir des projets des organisations membres qui interviennent auprès des réfugiés. Ainsi, Solidarité Laïque a soutenu la dotation de cartables avec les fournitures scolaires de base dans plusieurs centres éducatifs. Un temps fort de cette campagne a été l'action autour de l'école laïque du Chemin des Dunes.

À 1 h 30 de Paris, le camp de Calais a vu naître, à l'initiative d'un réfugié nigérian francophone arrivé en mars 2015, une école laïque. Le soutien de Solidarité Laïque et de ses membres s'est traduit par la mobilisation de plusieurs bénévoles des Éclaireuses et Éclaireurs de France (groupe de Hazebrouck). Des partenaires ont apporté leur expertise : le Fonds d'action pour la sécurité électrique (FASE) pour l'installation électrique, Ateliers sans frontières (ASF) pour les fournitures de 10 ordinateurs et le branchement d'Internet. Enfin, Solidarité Laïque a soutenu l'équipe de 30 bénévoles pour coordonner l'action sur place et initier un dialogue avec les pouvoirs publics sur le droit à l'éducation et la protection des mineurs étrangers isolés.

*La campagne « Pas d'Éducation, Pas d'Avenir ! » et le Partenariat éducatif de solidarité internationale (PESI) sont aussi des microprojets. Ils sont présentés en pages 24 et 22.



SL-RA2015 complet V21.indd 28 28/04/2016 15:52

## 4 CHIFFRES CLÉS

**45 900 €**
attribués

**5** structures soutenues

Montant moyen des cofinancements **de 1 800 à 21 600 €**

**5 NOVEMBRE 2015**

## FOCUS… « DANS LE CAMP DE CALAIS, L'ÉCOLE REPRÉSENTE L'ESPOIR »

EN SEPTEMBRE, SOLIDARITÉ LAÏQUE ET SES ORGANISATIONS MEMBRES LANÇAIENT UN APPEL AUX DONS POUR LES RÉFUGIÉS. CET APPEL A PERMIS DE SOUTENIR L'ÉCOLE LAÏQUE DU CHEMIN DES DUNES, AU CŒUR DE LA « JUNGLE » DE CALAIS. REPORTAGE.

« Continuer d'apprendre, échanger avec ses pairs, c'est fondamental pour reprendre confiance en soi et conserver sa dignité. C'est l'objectif de l'école laïque du Chemin des Dunes dans le camp de réfugiés de Calais. »
Zimako Jones,
réfugié fondateur de l'école

C'est à la lisière du camp, à côté d'une fragile structure de bâches et de planches, que se dresse le chantier de ces nouvelles salles de classe. Bientôt, elles accueilleront elles aussi de grands gaillards et des jeunes femmes que la misère et les guerres ont rejetés au bord du monde. Et, au vu des demandes – 6 000 réfugiés recensés dans le camp –, elles feront salle comble du matin au soir, 7 jours sur 7.

« L'école laïque du Chemin des Dunes » a été montée de toutes pièces par Zimako Jones, un Nigérian francophone arrivé au printemps, demandeur d'asile et prêt à tout pour redonner un peu d'espoir et de chaleur. *« Continuer d'apprendre, échanger avec ses pairs, c'est fondamental pour reprendre confiance en soi et conserver sa dignité. C'est l'objectif de l'école du Chemin des Dunes ouverte à toutes et tous, quelles que soient les confessions. »*

Autour de lui, Zimako a fédéré plus de 30 enseignants et éducateurs bénévoles qui se relaient chaque jour pour proposer des cours d'alphabétisation, de français et d'anglais. *« Les bénévoles écrivent leurs disponibilités sur le tableau à l'entrée de la classe,* poursuit simplement Zimako. *Il y a même une professeure de taï-chi qui s'est inscrite ! »* Tous les dimanches, la salle de classe accueille également des avocats qui, gratuitement, orientent les demandeurs d'asile dans leurs démarches.

*« Grâce à cet élan de solidarité, nous allons pouvoir accueillir davantage de monde, toujours sur le principe fondamental de la laïcité. On va aussi faire des groupes de niveaux, pour s'adapter aux diplômés comme à ceux qui ont très peu fréquenté l'école. Nous pourrons acheter du matériel scolaire, des manuels, des cahiers, des crayons, des tableaux… Et surtout, nous allons pouvoir étudier les pieds au sec, avec un peu de chauffage et de lumière. À l'approche de l'hiver, ce n'est pas rien ! »*, conclut Zimako.

**IL EST ENCORE POSSIBLE DE SOUTENIR L'ÉCOLE DU CHEMIN DES DUNES ET ZIMAKO. FAITES UN DON !**

Extrait d'un article paru sur www.solidarite-laique.org



SL-RA2015 complet V21.indd 29 28/04/2016 15:52

# AGIR À L'INTERNATIONAL


LES PROGRAMMES PLURIACTEURS
P. 31

LES MICROPROJETS
P. 52

LE PARRAINAGE ÉDUCATIF
P. 54

SL-RA2015 complet V21.indd 30 28/04/2016 15:52

# LES PROGRAMMES PLURIACTEURS

## Agir en concertation, une clé pour changer le monde

« EN 2015, SOLIDARITÉ LAÏQUE REPRÉSENTAIT PRÈS DE 400 ORGANISATIONS PARTENAIRES DE TOUS HORIZONS QUI AGISSENT À NOS CÔTÉS POUR RÉPONDRE À DES ENJEUX COMMUNS. »

## UNE ANNÉE CHARNIÈRE

**Une année** riche en événements heureux et dramatiques : lancement des Objectifs du développement durable, crise des migrations, repli identitaire, montée de l'extrémisme, laïcité mise à mal… Tant d'éléments indispensables à prendre en compte dans notre travail au quotidien. Les contextes sont en pleine évolution. Cette année a confirmé l'interdépendance des problématiques et la nécessité d'avoir des enjeux communs. Briser le paradigme nord/sud, sud/nord et prendre conscience que chacun à un rôle à jouer pour l'autre. Nos 10 ans d'actions, en 2015, en Afrique de l'Ouest et à Sri Lanka nous obligent à prendre du recul pour répondre aux nouveaux enjeux.

**Une année de réflexion** avec la réalisation et l'adoption de notre stratégie associative à l'horizon 2020 : « Changeons d'échelle ! » Pour le secteur international, l'un des objectifs concerne notre reconnaissance en matière partenariale et plus généralement en matière de solidarité :
**– Animer des dynamiques pluriacteurs.** Les 60 ans d'expériences de Solidarité Laïque à travers nos organisations membres montrent à quel point nos différences font notre force. Depuis 13 ans, nous impliquons une pluralité d'acteurs pour agir en profondeur sur les inégalités et répondre de façon holistique aux problématiques rencontrées : éducation, santé, accès aux droits, dialogue entre pouvoirs publics et sociétés civiles. Dans cette dynamique, 2015 c'est la création de 3 communautés éducatives en Haïti regroupant 60 organisations issues de 5 familles d'acteurs, c'est la consolidation du projet pluriacteurs en Tunisie avec 44 organisations des sociétés civiles et 4 collectivités territoriales, c'est le renforcement de nos 5 réseaux en Afrique de l'Ouest…
**– Nouer des partenariats.** L'égalité des partenaires, la réciprocité, la coconstruction, les responsabilités partagées, l'approche démocratique, la transparence… Tant de valeurs qui animent et font vivre nos programmes internationaux. L'objectif est de « faire avec » en disposant d'un ancrage local tout en s'assurant d'une pérennité des actions initiées, une fois que Solidarité Laïque se retire. Voilà pourquoi nous avons fait le choix de mener des actions concrètes de terrain grâce à nos partenaires dans les pays d'intervention. En 2015, Solidarité Laïque représentait près de 400 organisations partenaires de tous horizons qui agissent à nos côtés pour répondre à des enjeux communs.

Cette année, un chantier sur le management des ressources et des compétences a été lancé afin de renforcer nos savoir-faire et notre pertinence sur ces champs d'action. L'objectif est de faire émerger nos méthodes d'intervention, nos forces et faiblesses et d'actualiser la capitalisation transversale réalisée en 2011 pour répondre aux enjeux de notre stratégie à l'horizon 2020.

**Une année de prospection** indispensable.
2015 signe la fin du programme « éducation et gouvernance » à Sri Lanka et le démarrage du programme pluriacteurs « Soyons Actifs/Actives » en Tunisie pour une durée de trois ans.
Cette année a permis de poser des jalons pour la suite. Deux de nos plus importants programmes, le Prodéré en Afrique de l'Ouest et JAD au Maroc prendront fin prochainement. Il est nécessaire d'explorer de nouveaux projets, de nouveaux pays d'intervention…
Cette année a donc permis de développer une nouvelle dynamique à Sri Lanka, de mettre en place un comité « Afrique de l'Ouest » pour s'ouvrir à de nouvelles perspectives, de développer grâce au comité Asie une nouvelle dynamique au Népal, d'entamer une réflexion sur un nouveau type de projet thématique multipays, de formaliser un plan d'action pour 2016 ayant pour objectif de répondre aux nouveaux enjeux et problématiques…



SL-RA2015 complet V21.indd 31 28/04/2016 15:52

# Tunisie
## Mobiliser là-bas et ici pour réduire les inégalités

### REPÈRES
### LE PROGRAMME EN BREF

**En 2011, la Tunisie a lancé la vague des printemps arabes. Quatre ans après, elle poursuit courageusement sa transition démocratique et constitue un véritable point de repère pour l'ensemble des mouvements démocratiques arabes. La société civile et les organisations qui la représentent sont des acteurs clés de cette transition pour la défense des libertés fondamentales, le dialogue civil, la participation citoyenne et les droits économiques et sociaux.**

C'est dans ce contexte que Solidarité Laïque coordonne depuis 2012 un programme appelé « Soyons actifs/actives » qui mobilise 24 organisations tunisiennes et 23 organisations françaises, dont 7 organisations membres de Solidarité Laïque.
Les objectifs de ce programme sont de réduire les inégalités et d'améliorer l'accès aux droits.

Une première phase a été mise en œuvre entre 2012 et 2014 afin d'identifier les réalités des inégalités dans les territoires tunisiens. Ces diagnostics citoyens ont permis de pointer plusieurs thèmes clés en matière d'insertion des personnes les plus fragiles : accès à l'école rurale, aux loisirs et à la culture, vivre ensemble à l'école, droits de l'enfant, éducation à l'environnement dans les territoires liés à l'industrie du phosphate, insertion professionnelle des jeunes diplômés chômeurs, droits des femmes en milieu rural… En 2015, le programme Soyons actifs/actives a engagé une concertation pluriacteurs entre les associations, syndicats, collectivités territoriales et pouvoirs publics tunisiens et français, afin de construire une vision commune pour agir contre les inégalités et pour un accès aux droits pour toutes et tous.

### 6 CHIFFRES CLÉS

**47** MEMBRES DU PROGRAMME

**7000** citoyens bénéficiaires

**20** rencontres, débats publics et actions communes réalisés

**32** formations réalisées

**10** participations actives des pouvoirs publics tunisiens aux activités du programme

**20** projets soutenus

### CRÉER DE LA COHÉSION ENTRE LES ACTEURS POUR GAGNER EN INFLUENCE

Dans la phase initiale (2012-2014), des diagnostics territoriaux avaient été conduits dans le but d'analyser la situation du pays avant de proposer des plans d'action. En 2015, il fallait donc créer de la cohésion entre les territoires et mobiliser le plus largement possible, y compris en incluant les acteurs influents et moteurs de changement capables de contribuer à la reconnaissance et à la légitimité du programme. Solidarité Laïque, en tant que chef de file, a piloté avec l'ensemble des membres ce projet qui a déjà porté ses fruits. C'est ainsi que tout le collectif s'est réjoui de voir attribuer le prix Nobel de la paix à un quartet de l'entente nationale, dont l'UGTT (voir page suivante).
Des organisations majeures de la société civile tunisienne ont ainsi rejoint le collectif :



SL-RA2015 complet V21.indd 32 28/04/2016 15:52

**De part et d'autre de la Méditerranée, des acteurs de la société civile sont plus que jamais déterminés à fédérer leurs savoir-faire et leur connaissance des territoires pour imaginer des projets au service des plus vulnérables. Un enjeu majeur dans un contexte caractérisé par la montée des extrémismes.**

## ACTIVITÉS

JANVIER

Assemblée plénière réunissant 60 participants, adoption d'une charte partenariale et élection d'un comité de pilotage pluriacteurs.

JUIN – DÉCEMBRE

Cycle de formation aux droits humains pour 20 jeunes Tunisiens issus de 10 organisations membres du programme.

JUILLET

Élaboration d'une vision à dix ans du projet politique de Soyons Actifs/Actives.

SEPTEMBRE

Séminaire sur la décentralisation, son fonctionnement et ses impacts sur les associations.

NOVEMBRE

Participation aux travaux de la commission européenne sur la politique européenne de voisinage.

– l'UGTT (Union générale tunisienne du travail), principal syndicat tunisien et colauréat du prix Nobel de la paix 2015 ;
– l'ATFD (Association tunisienne des femmes démocrates) qui travaille chaque année avec 10 000 femmes ;
– l'AFTURD (Association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement) engagées pour la lutte contre les discriminations à l'égard des femmes et pour leur émancipation effective.

Pour la première fois, des acteurs publics ont aussi rejoint des activités, signé une convention ou signifié leur confiance par leur présence à des événements ponctuels :
– le ministère de la Formation professionnelle et de l'emploi (convention signée en janvier 2015) ;
– le ministère de l'Éducation nationale ;
– le ministère des Relations avec la société civile.

## TROIS LEVIERS POUR AGIR

Pour lutter contre les inégalités, les membres ont identifié trois leviers d'action : l'éducation, l'insertion socioprofessionnelle et la démocratie participative. D'ici dix ans, les 47 organisations membres entendent relever plusieurs défis.

### – Éducation :

• renforcer l'accès pour toutes et tous à l'éducation, en prenant en compte notamment le handicap et les zones rurales ;
• renouveler les pratiques pédagogiques : sensibilisation aux droits humains, écologie, citoyenneté ;
• renforcer les associations d'éducation populaire.

### – Insertion socioprofessionnelle, économie sociale et solidaire :

• concourir à l'élaboration d'une loi sur l'économie sociale et solidaire ;
• renforcer les personnes vulnérables pour favoriser leur retour à l'activité (formation, accompagnement…) ;
• dans les territoires, développer des activités génératrices de revenus en valorisant les ressources territoriales (élevage, agriculture, artisanat, pêche, nouvelles techniques de l'information et de la communication…)

### – Démocratie participative :

• installer la culture du travail pluriacteurs, de la concertation pour créer les conditions d'un dialogue efficace entre les citoyens et les décideurs pour de meilleures politiques publiques.
Dans le contexte socialement très tendu en 2015, associé aux trois attentats du Bardo, de Sousse et de Tunis qui ont endeuillé le pays, ces sujets sont considérés par les organisations membres de Soyons Actifs/Actives comme incontournables pour remporter le défi démocratique et participer au développement social et humain !



SL-RA2015 complet V21.indd 33 28/04/2016 15:52

Les pouvoirs publics sont bien engagés dans le programme. Ici, le 23 janvier, signature d'une convention entre le ministre de la Formation professionnelle et de l'Emploi et Khitem Bargaoui, coordinatrice du programme Soyons actifs, soyons actives en Tunisie. À l'arrière-plan, de gauche à droite, Kacem Afaya, secrétaire général adjoint de l'UGTT, François Gouyette, ambassadeur de France en Tunisie et Roland Biache, délégué général de Solidarité Laïque.

Le 9 octobre 2015, le prix Nobel de la paix a été attribué au quartet du dialogue national. Parmi ses membres, l'UGTT, membre du programme Soyons actifs/actives. Une grande fierté aussi pour Solidarité Laïque qui accompagne le processus démocratique, intimement lié au développement social et économique du pays.

23 MARS 2015

## FOCUS... APRÈS CHARLIE, LE BARDO

APRÈS L'ATTAQUE TERRORISTE DU BARDO, SOLIDARITÉ LAÏQUE RÉAFFIRME AVEC FORCE SON ENGAGEMENT AUX CÔTÉS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE TUNISIENNE. TRIBUNE.

Nous avons suivi avec tristesse et émotion les événements qui se sont déroulés au musée du Bardo. Cette attaque meurtrière nous rappelle les événements que nous avons vécus à Paris en janvier. Solidarité Laïque tient tout d'abord à exprimer sa solidarité avec le peuple tunisien et à présenter ses condoléances aux familles des victimes.

Cette attaque cherche à mettre à mal la formidable transition démocratique que la société civile tunisienne a engagée et le redressement économique qu'elle attend. Néanmoins, les rassemblements citoyens et pacifiques appelant à l'unité contre le terrorisme démontrent, une nouvelle fois, que nous partageons les mêmes enjeux d'avenir : liberté, citoyenneté, éducation.
Plus que jamais, nous tenons à poursuivre et développer le travail engagé dans le cadre du programme Soyons Actifs/Actives. Nous réaffirmons dès aujourd'hui, par la participation au Forum social mondial 2015 de nos administrateurs, nos militants et nos équipes, notre engagement aux côtés des Tunisiens pour faire reculer l'obscurantisme et promouvoir les libertés et le vivre ensemble.

**Roland Biache, délégué général de Solidarité Laïque**

Extrait d'un article paru sur www.solidarite-laique.org



SL-RA2015 complet V21.indd 34 28/04/2016 15:52

Le 24 janvier 2015, Nawfel Ichaoui participe à l'élection des membres du Comité de pilotage du programme. Un enjeu majeur pour assurer une gouvernance démocratique d'un programme qui fédère 47 acteurs d'origines diverses.

20 jeunes ont été formés aux droits humains durant l'année 2015. Ici, lors d'une session de formation consacrée aux droits des personnes handicapées, ils présentent les mots-clés qui comptent pour que chacun et chacune voient ses droits respectés en Tunisie.

« AVEC LES ATTENTATS DE 2015, NOUS AVONS TOUS PRIS CONSCIENCE QUE C'EST À LA PAIX QUE NOUS TRAVAILLONS. CELA NE PEUT QUE RENFORCER NOTRE VOLONTÉ D'ABOUTIR. »

**GUILHEM ARNAL,**

**RESPONSABLE TUNISIE, SOLIDARITÉ LAÏQUE.**

## MEMBRES DE SOLIDARITÉ LAÏQUE IMPLIQUÉS

1. Ceméa
2. Francas
3. FTCR
4. GREF
5. Ligue de l'enseignement
6. FSU
7. SGEN-CFDT



SL-RA2015 complet V21.indd 35 28/04/2016 15:52

# Maroc
## Le réseau jeunesse en plein essor

### REPÈRES
### LE PROGRAMME EN BREF

Le Programme concerté Maroc, initié en 2002, a tenu sa dernière assemblée générale en avril 2014 à Rabat.
Fort de 591 organisations de la société civile, 28 000 jeunes, 36 collectivités territoriales et 68 organismes publics mobilisés, il a abouti en 2011 à la création du Réseau marocain de jeunesse et de concertation (Remajec), le premier réseau marocain représentant les organisations de jeunesse.
Fort de 66 associations et 48 conseils de jeunes, celui-ci travaille sur trois axes prioritaires :
– se positionner en tant qu'acteur clé dans la définition et le suivi des politiques publiques liées à la jeunesse ;
– impliquer l'ensemble des acteurs « jeunesse » d'un territoire dans des espaces de dialogue ;
– travailler au renforcement des capacités de ses membres et des conseils de jeunes.

Par ailleurs, il a donné lieu à la création de 48 conseils de jeunes qui mobilisent 800 jeunes marocains. Ceux-ci ont pour vocation de renforcer l'influence directe des jeunes sur les politiques publiques qui les concernent.

C'est dans ce cadre qu'est né le programme Jeunesse en action pour la démocratie (JAD).

### 7 CHIFFRES CLÉS

**66**
ASSOCIATIONS ET RÉSEAUX MEMBRES

**48**
CONSEILS DE JEUNES présents dans 12 des 16 nouvelles régions que compte le Maroc

**28 000 €**
de fonds privés et publics marocains consolidés en 2015

**201 000 €**
de fonds mobilisés par le Remajec soit 15 % du budget global du programme JAD

### UNE ANNÉE POUR CHANGER DE MODÈLE

Avec le programme JAD s'ouvre une nouvelle étape. En effet, l'Agence française de développement a renouvelé sa confiance à Solidarité Laïque pour accompagner les membres du Remajec (Réseau marocain de jeunesse et de concertation) sur la voie de l'autonomie. Chef de file durant neuf ans du Programme concerté Maroc (PCM), Solidarité Laïque est donc devenue fin 2014 garante du financement accordé jusqu'en 2017 et partenaire du Remajec qui réunit 66 associations et 48 conseils de jeunes. En 2015, Solidarité Laïque a donc maintenu un haut niveau d'engagement auprès de ce programme et apporté un appui technique et stratégique pour que le plus grand réseau pour la jeunesse au Maroc gagne en efficience et en capacité d'influence auprès des pouvoirs publics. Pour ce programme phare de l'association, c'est faire la preuve, en tant que collectif, de la capacité de Solidarité Laïque à penser une stratégie de sortie de la coopération, celle-ci visant clairement à l'autonomie des partenaires sur place. Et les enjeux sont nombreux : reconnaissance du réseau par les partenaires et les bailleurs ; dialogue avec les pouvoirs publics ; mise en place de dynamiques locales.

### UNE NOUVELLE ÉQUIPE ET DE NOUVEAUX BAILLEURS POUR PLUS D'ACTIVITÉS

Adossée à un conseil d'administration renforcé et désormais entièrement autonome, c'est une nouvelle équipe salariée de trois personnes qui s'est attelée à la recherche de financement. Plusieurs dossiers ont été déposés, permettant d'obtenir soutien et reconnaissance de la Fondation de France et de la Délégation interministérielle des droits de l'homme du Maroc. Une étape importante a été aussi franchie auprès de l'Union européenne, mais sans pouvoir être conclue à ce stade. Partie remise !
Ces soutiens, à la fois marocains et français, publics et privés, sont des bons



SL-RA2015 complet V21.indd 36 28/04/2016 15:52

**À Larache, le conseil de jeunes a organisé une consultation systématique de tous les candidats aux élections pour identifier leur programme sur la jeunesse. Les vidéos mises en ligne ont été très consultées et une augmentation de la participation des jeunes a été observée.**

indicateurs et renforcent la légitimité du programme et du réseau. Fin 2015, Solidarité Laïque nouvellement agréée par le ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) pour le recrutement de Volontaires de solidarité internationale (VSI), a mis à la disposition du Remajec une responsable de la communication et du plaidoyer.
Dans ce moment de transition, le Remajec a régulièrement été à la rencontre de ses 114 membres (organisations et conseils de jeunes) afin d'identifier leurs attentes et les besoins. Le but était de préciser la stratégie et le plan d'action opérationnel : qu'est-ce que le réseau et ses membres se doivent mutuellement ? En quoi sont-ils une valeur ajoutée réciproque ? La réflexion stratégique pas à pas se construit.

## UNE INFLUENCE CROISSANTE

Le Remajec a été sollicité à plusieurs reprises par les pouvoirs publics français et marocains en 2015.
– Le Remajec a été accrédité par l'Union européenne pour l'envoi de volontaires de service européen dans le cadre du programme Erasmus +.
– Lors des élections municipales, 10 jeunes représentants de plusieurs organisations ont été formés pour être observateurs.
– En octobre, 10 jeunes ont participé à un forum sur les jeunes leaders organisé par l'ambassade de France.
– Le Remajec a également rejoint le réseau EuroMed Youth de l'UNESCO qui vise à soutenir la participation des jeunes et renforcer la contribution des organisations de la jeunesse dans la région euro-méditerranéenne.

## LA RECONNAISSANCE INSTITUTIONNELLE DES CONSEILS DE JEUNES

En juin, les 48 conseils de jeunes se sont réunis pour élire leurs 10 représentants dans le cadre de la nouvelle Coordination nationale des conseils de jeunes (CNCJ). Deux d'entre eux sont membres du CA du réseau et tous portent un travail de plaidoyer sur la reconnaissance officielle des Conseils de jeunes.
2015 a été un temps pour identifier les besoins en formation, *via* la diffusion de questionnaires à l'ensemble des membres du réseau, afin de bâtir le plan de formation 2016.
Par ailleurs, des appels à projet ont été lancés afin de financer les activités des conseils de jeunes et les faire gagner en autonomie. Cinq conseils de jeunes ont ainsi signé une convention avec le Remajec dans le cadre du programme JAD.
Les membres des conseils de jeunes ont participé à plusieurs événements nationaux et internationaux, contribuant à une réflexion globale sur les défis de la jeunesse comme le Forum du REF (Réseau Euromed France) en mars 2015 sur « les jeunesses méditerranéennes : emploi, mobilité, citoyenneté et culture ».

## ACTIVITÉS

### FÉVRIER

Forum de lancement du programme JAD, en présence de l'ambassadeur de France.

### MAI

Forum de la coopération décentralisée, en présence de représentants espagnols, camerounais, nigériens, zimbabwéens, marocains et français.

### JUIN

À l'AFD, restitution du Programme concerté Maroc (PCM) et des douze années de programme, en présence de partenaires et d'autres ONG.

### NOVEMBRE

Rencontre française et marocaine entre les pôles thématiques.

### TOUT AU LONG DE L'ANNÉE

Lancement de la réflexion sur la création de centres de ressources.



SL-RA2015 complet V21.indd 37 28/04/2016 15:52

## FOCUS... MAROC, UNE JEUNESSE DÉTERMINÉE À AGIR

DANS LE CADRE DU PROGRAMME QUE NOUS AVONS INITIÉ IL Y A PLUS DE DOUZE ANS AU MAROC, 48 CONSEILS DE JEUNES SONT AUJOURD'HUI ACTIFS DANS TOUT LE PAYS. FOCUS SUR UNE ACTION QUI A ÉVEILLÉ LE DÉSIR DE CITOYENNETÉ...

14 DÉCEMBRE 2015

*« Lors des dernières élections locales, grâce aux conseils de jeunes, on a vu dans les bureaux de vote des personnes qu'on ne voyait pas auparavant »,* explique Mustapha Lamrani, trésorier du Réseau marocain de jeunesse et de concertation (Remajec). Un constat qui a été fait dans plusieurs régions où depuis plusieurs années se mobilisent des jeunes de 15 à 30 ans soucieux de prendre en main leur destin. « *Des conseils de jeunes ont été créés dans le cadre d'un programme dont Solidarité Laïque a été le chef de file, le Programme concerté Maroc* », explique Alice Tawil, responsable Maroc à Solidarité Laïque. Parmi les sujets traités, la mobilité des jeunes dans les régions reculées, l'insertion professionnelle et l'accompagnement à la recherche d'emploi ou encore la participation politique reviennent souvent.

### DE JEUNES CITOYENS ENGAGÉS

À Taroudant, plusieurs membres du conseil de jeunes sont allés rencontrer les candidats qui se présentaient aux élections. L'objectif : les interroger sur leur vision de la jeunesse et leur programme politique pour améliorer son sort. Pour intéresser et mobiliser leurs pairs, ils ont diffusé des courts films engageants sur YouTube.
Une idée originale qui a rencontré du succès : *« Les vidéos des interviews ont été très regardées »,* note Alice. Ce qui n'est sans doute pas pour rien dans le déplacement aux urnes des 18-25 ans. Lors des dernières élections locales, la participation des jeunes au vote a en effet été notable. *« Plusieurs membres du conseil de jeunes se sont présentés. Certains ont même été élus ! »,* souligne Alice.

Extrait d'un article paru sur www.solidarite-laique.org

Vie citoyenne, insertion professionnelle, animation et vie culturelle... Les jeunes souhaitent trouver leur place dans la société et faire entendre leur voix.
Sur tout le territoire, les initiatives se multiplient grâce au Remajec, un réseau qui agit pour et avec la jeunesse.



SL-RA2015 complet V21.indd 38 28/04/2016 15:52

« OUI, UN RÉSEAU DE 114 MEMBRES PEUT RÉELLEMENT CONTRIBUER À DES CHANGEMENTS SOCIÉTAUX. OUI, IL DOIT NOTAMMENT PERMETTRE AUX JEUNES MAROCAINS DE MIEUX TROUVER LEUR PLACE AU MILIEU DE LA CITÉ. »

## ORGANISATIONS IMPLIQUÉES

– Membres de Solidarité Laïque :
Ligue de l'enseignement, Ceméa.

– Partenaires :
Étudiants et Développement, ANACEJ,
Institut méditerranéen de formation,
Cités Unies France.

– Collectivités territoriales :
Évry, Saint-Cloud, région de Tanger, Tétouan.

Les femmes sont très mobilisées dans le cadre de ce réseau. Parmi les 66 organisations qui y participent, elles sont nombreuses à agir pour que les femmes soient mieux représentées et puissent accéder à leurs droits.

« La jeunesse marocaine désire faire sa place dans la société et être reconnue comme acteur du développement et du progrès. »
Lahcen Ajrari,
chargé de programme jeunesse dans une organisation membre du Remajec.



SL-RA2015 complet V21.indd 39 28/04/2016 15:52

# Afrique de l'Ouest
## 10 ans déjà !

## REPÈRES
## LE PROGRAMME EN BREF

Le programme a fêté ses 10 années d'existence fin 2015. Il rassemblait alors plus de 160 organisations éducatives du Bénin, Burkina Faso, France, Mali, Niger et Sénégal. Le Prodéré AO a pour objectif l'amélioration des systèmes éducatifs confrontés à de nombreuses carences : plus de 35 % d'enfants ne sont toujours pas scolarisés, 30 % des enfants ne terminent pas le cycle primaire (plus d'un sur deux au Burkina Faso et au Niger), 33 % des enseignants du primaire ne sont pas formés (moins d'1 enseignant sur 2 au Bénin et au Sénégal) et seuls 19 % des enfants ont accès au préscolaire (3 % au Mali et au Sénégal). Le programme a également l'ambition de renforcer l'autonomie et les capacités d'intervention des organisations de la société civile et d'accroître l'influence des organisations de la société civile dans le débat public pour qu'elles contribuent, grâce à leur expérience, au changement des pratiques et des politiques éducatives. D'ici 2018, des réseaux internationaux structurés et autonomes d'acteurs de la société civile seront force de propositions éducatives aux côtés des pouvoirs publics. Solidarité Laïque a donc préparé activement son retrait progressif, conformément aux objectifs que se fixe toute coopération.

## 6 CHIFFRES CLÉS

**168** ORGANISATIONS MEMBRES

**56** fiches de bonnes pratiques (capitalisation)

512 cadres associatifs formés par les réseaux nationaux

**30** microprojets financés

pour un total de **51 457** bénéficiaires

dont **21** microprojets impliquant les pouvoirs publics

## UNE ÉQUIPE SALARIÉE EN MARCHE ET DES FONDS À LEVER

Pour que chaque réseau national gagne en autonomie et puisse s'affranchir en 2018 du soutien de Solidarité Laïque et du programme qui arrivera à son terme, il fallait recruter du personnel sur place. Fin 2014, 17 salariés étaient recrutés, à raison de trois par pays (coordination, comptabilité et communication) ainsi que deux personnes assurant la coordination des activités régionales. Ils ont été formés de janvier à mai.

C'est avec ce même objectif que Solidarité Laïque a poursuivi son accompagnement stratégique, notamment concernant la recherche de fonds, une clé évidemment majeure pour l'avenir. Les principaux bailleurs ont été identifiés et un cycle de rencontres a été lancé avec des partenaires de la coopération décentralisée et des institutions



SL-RA2015 complet V21.indd 40 28/04/2016 15:52

**C'est au plus près des actions de terrain que se développe depuis dix ans le Programme de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'Ouest. Partir des bonnes pratiques portées par 168 membres actifs dans leur domaine et les diffuser pour améliorer la qualité de l'éducation, tel est le défi qu'est en train de remporter une société civile plus que jamais mobilisée.**

internationales (ONU, banque mondiale, fondations d'entreprise…). Un soutien a été proposé aux membres qui déposaient des dossiers de financement et les structures ont été accompagnées dans une réflexion sur leur modèle économique. Des pistes ont été identifiées : devenir des centres de ressources (documentation pédagogique, développement des bonnes pratiques éducatives) ou centres de formation pour des organisations qui ne seraient pas nécessairement membres du réseau (associations, pouvoirs publics dans le cadre de la délégation de compétences, ONG…). L'enjeu à terme est que les organisations membres et le réseau deviennent pleinement légitimes et autonomes. Des premiers pas concluants ont été faits dans ce sens. Par exemple, fin 2015, le réseau béninois obtenait 22 millions de francs CFA (30 000 euros environ) de l'ambassade de France dans le cadre du Fonds d'appui à la société civile afin de renforcer les associations locales actives en éducation.

## PARTIR DES EXPÉRIENCES DE TERRAIN

Comment passer de l'expérience à une connaissance partageable ? En 2015, la capitalisation a pris la forme de fiches de bonnes pratiques réalisées à partir d'actions conduites par les membres. Leurs impacts ayant été évalués, elles ont été diffusées à l'ensemble des membres au niveau local, national ou régional. 56 fiches de bonnes pratiques étaient en cours de diffusion début 2016.

Ces fiches s'appuient sur des pratiques très concrètes des acteurs de terrain. Leur faisabilité a été dûment testée et leur pragmatisme est leur principale force. Quelques exemples : comment se regrouper entre jeunes enseignants et continuer à se former en organisant une tontine (bourse commune) ? Comment, dans les zones rurales, sensibiliser les parents et la société villageoise à l'importance de déclarer à l'état civil un enfant qui vient de naître ? Etc. Chaque fiche récapitule le rôle des acteurs, la démarche, la stratégie, le résultat, les leçons tirées et propose des conseils et des points de vigilance.

## RENFORCER L'INFLUENCE

Une cartographie des acteurs influents (ministères, plateformes, associations) a été réalisée afin d'élaborer une stratégie d'influence visant l'accroissement de la qualité de l'éducation. Des résultats déjà se sont fait sentir :

– au Bénin, le réseau Radeb est devenu secrétaire adjoint de la Coalition béninoise des organisations pour l'éducation pour tous (CBO-EPT) ;

– au Burkina Faso, deux conventions de partenariat ont été signées avec le ministère de l'Action sociale et le ministère de l'Éducation de base ;

– au Mali, un accord de partenariat entre le ministère en charge de l'Éducation nationale a été signé dans le cadre des objectifs de l'Éducation de qualité pour tous (EQPT).

## URGENCE MALI : L'ACTION SE POURSUIT

Le fonds d'urgence mis en place par le programme en 2014 pour le nord du Mali, du fait du conflit, a permis de soutenir plusieurs projets en 2015 :

– 30 participants issus de l'Association des parents d'élèves (APE), des Comités de gestion scolaires (CGS) et des commissions éducatives des mairies venant de neuf régions du Mali ont été formés sur leurs droits et devoirs dans le cadre de la gestion de l'école en mode décentralisé ;

– en partenariat avec le ministère de l'Éducation, 569 élèves-maîtres ont été formés à la Stratégie de scolarisation accélérée/passerelle, une méthode d'apprentissage rapide pour les décrocheurs scolaires. Beaucoup de décrocheurs venaient en effet du nord du Mali, essentiellement de Mopti et Gao.



SL-RA2015 complet V21.indd 41 28/04/2016 15:52

## FOCUS… ET MOI POURQUOI JE N'AI PAS D'ÉCOLE ?

FACE AU CHAGRIN DE SA FILLE, ATTEINTE DE TRISOMIE 21, DE NE PAS TROUVER SA PLACE À L'ÉCOLE, GAKOU A FONDÉ UN CENTRE POUR ACCUEILLIR LES ENFANTS QUI, COMME ELLE, ONT BESOIN D'UN SOUTIEN SCOLAIRE ET SOCIAL TOUT PARTICULIER.

*« En Afrique de l'Ouest, le handicap est mal perçu,* explique Gakou Assaita Diop, partenaire de Solidarité Laïque. *Pour cette raison, mais aussi par manque de financement, les enseignants ne sont pas formés à l'encadrement des enfants concernés, qui se retrouvent souvent exclus du système scolaire et privés de leur droit fondamental à l'éducation. »* Fondatrice d'un centre d'accueil pour les enfants en situation de handicap au Mali, Gakou s'occupe de près de 60 enfants et jeunes au quotidien. L'objectif : accompagner le développement de ces enfants en s'appuyant sur leurs capacités et leurs rythmes. *« On doit faire avec ce que dont les enfants disposent pour les amener à la meilleure autonomie possible. »*

### « IL FAUT TOUT UN VILLAGE POUR ÉDUQUER UN ENFANT »

Au centre, l'équipe est entièrement constituée de bénévoles : parents, proches… *« mais aussi anciens pensionnaires !* complète Gakou. *Aujourd'hui, trois adultes déficients intellectuels qui ont évolué au centre comptent parmi les encadrants. Un bel exemple pour les pensionnaires ».* Les enfants viennent parfois de quartiers éloignés pour assister aux cours. *« Les services éducatifs pour les enfants souffrant de handicap sont rares et souvent très chers en Afrique de l'Ouest,* regrette Gakou. *Au sein du programme qu'y mène Solidarité Laïque, nous rencontrons d'autres acteurs éducatifs pour partager nos expériences et nos pratiques et améliorer nos savoir-faire. »* Ce programme, qui réunit plus de 150 organisations dans cinq pays (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal), est avant tout un espace privilégié pour l'échange. *« Nous avons également reçu des formations, notamment en gestion administrative et financière et en capitalisation. Maintenant, je me sens en confiance. »*

### ÉDUCATION POUR TOUS : LE HANDICAP EST L'UNE DE NOS PRIORITÉS !

*« L'éducation de qualité va de pair avec une éducation équitable »,* rappelle Gakou. L'éducation inclusive est ainsi une pierre angulaire de notre action. En Afrique de l'Ouest, c'est l'une des quatre thématiques phares du programme et nous soutenons plusieurs centres éducatifs spécialisés en la matière, dont le centre Estel, au Sénégal. *« Avec le réseau, nous menons de plus un plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour que le handicap soit mieux pris en charge sur les territoires. L'ensemble représente un travail de longue haleine pour changer en profondeur les représentations et améliorer l'accès de tous à l'éducation. »*

Extrait d'un article paru sur www.solidarite-laique.org

**4 NOVEMBRE 2015**

### 13 ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ LAÏQUE IMPLIQUÉES

1. APAJH
2. Ceméa
3. Éclaireuses et Éclaireurs de France
4. Entraide universitaire
5. FCPE
6. Francas
7. GREF
8. ICEM
9. Mission laïque française
10. Ligue de l'enseignement
11. SGEN-CFDT
12. SNUipp-FSU
13. UNSA Éducation

« En Afrique de l'Ouest, les familles d'enfants en situation de handicap commencent juste à s'organiser pour porter le problème auprès des autorités. Le Prodéré AO nous permet d'échanger sur nos différentes pratiques. » Serge Sery, chef de file du groupe Handicap au Sénégal.



SL-RA2015 complet V21.indd 42 28/04/2016 15:52

« LA SPÉCIFICITÉ DE CE PROGRAMME EST D'ASSOCIER DES ACTEURS ET DES ORGANISATIONS DE TAILLE, DE NATURE ET DE NATIONALITÉ DIFFÉRENTES. POUR GAGNER LE PARI DE L'ÉDUCATION, LA COMPLÉMENTARITÉ DES SAVOIR-FAIRE ET DES PRATIQUES EST UN ATOUT MAJEUR. »

**FLORIAN BOULENGER, RESPONSABLE GÉOGRAPHIQUE AFRIQUE DE L'OUEST, SOLIDARITÉ LAÏQUE.**

**385 PROJETS CONCRETS ET AMBITIEUX RÉALISÉS DEPUIS 10 ANS POUR UN TOTAL DE PLUS DE 200 000 BÉNÉFICIAIRES**

« Garantir une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous », tel était « l'objectif 4 » fixé à Dakar en 2000. Les acteurs du programme mesurent déjà les résultats de leur engagement depuis 10 ans, même s'il reste du chemin à faire.

Au Mali, 25 % seulement des filles vont à l'école. La mobilisation de toutes les forces de la société civile est indispensable pour changer la situation !



SL-RA2015 complet V21.indd 43 28/04/2016 15:52

# Haïti
# Quand la dynamique territoriale se met au service du changement

## REPÈRES
## LE PROGRAMME EN BREF

Après le tremblement de terre de Port-au-Prince en 2010, Solidarité Laïque s'engageait avec ses membres dans un projet très ambitieux. De juin 2011 à juillet 2014, l'objectif du Programme collectif pour le développement de l'éducation et du dialogue social en Haïti (Procedh) était de contribuer à l'édification d'un système éducatif public, performant et gratuit et de renforcer la place de la société civile dans l'élaboration des politiques éducatives. Par ailleurs, ce collectif, lieu de réflexion et de production de documents de référence sur le dialogue social et la protection sociale, permettait de construire un espace de structuration de partenariat entre organisations de la société civile françaises et haïtiennes, pouvoirs publics, autorités locales haïtiennes et organisations internationales. Depuis août 2014, le programme a été reconduit pour une durée minimale de trois ans. Les efforts continuent !

## 5 CHIFFRES CLÉS

**50** organisations haïtiennes impliquées

**2** Communautés éducatives sur **4** déjà mises en place

**1** guide syndical unitaire à destination de 3000 enseignants

**50** ORGANISATIONS haïtiennes impliquées

**3** directions départementales du ministère de l'Éducation engagées

## ÉLECTIONS : FAIRE AVANCER LA CAUSE DE L'ÉDUCATION

2015 a été une année d'élections pour Haïti : municipales, législatives et présidentielles. Le réseau du Procedh a fait le choix de se mobiliser fortement pour porter un plaidoyer sur le droit à l'éducation et à la situation des enseignants. À cette occasion, les syndicats enseignants membres du programme se sont fédérés pour interpeller les candidats sur le projet éducatif et les moyens qu'ils comptaient mobiliser. Le plaidoyer portait sur quatre revendications : l'investissement pour une éducation publique ; la revalorisation de la condition enseignante, le dialogue social transparent et institutionnalisé et la promotion de l'éducation non-formelle.

100 000 dépliants ont ainsi été distribués sur l'ensemble du territoire, les membres ont participé à plusieurs émissions de radio, conférences de presse et réunions publiques. Un temps fort qui a permis de partager avec la population l'importance de l'éducation, de renforcer la cohérence et le partage d'objectifs communs entre les militants syndicaux et de pousser auprès des élus la question cruciale de l'éducation pour Haïti.

## DEUX COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES EN MARCHE

Dans la phase précédente, l'intervention en Haïti était essentiellement thématique : formation professionnelle aux Gonaïves (avec l'appui des retraités du GREF), protection sociale à Port-au-Prince (avec le soutien de la MGEN), éducation non-formelle dans la Grand Anse (avec le soutien des



SL-RA2015 complet V21.indd 44 28/04/2016 15:52

**La diversité des acteurs du programme Procedh est un levier pour atteindre le changement d'échelle en matière d'accès à l'éducation et de qualité. Solidarité Laïque, en tant que chef de file de ce programme, apporte son savoir-faire en matière d'animation d'un collectif : « que partageons-nous ensemble, quels objectifs avons-nous en commun et comment faisons-nous pour les atteindre ? » Telle est en substance l'arrière-plan de cette démarche pluriacteurs au service du développement.**

Francas). La FSU, quant à elle, intervenait à l'échelle nationale.
En 2015, à la suite de diagnostics conduits dans ces trois territoires (Grand'Anse/Port-au-Prince et Gonaïves), les membres ont souhaité former des communautés éducatives associant l'ensemble des partenaires intervenant sur un territoire. L'objectif est de transformer localement la situation de l'éducation en s'appuyant sur des compétences complémentaires. Pouvoirs publics, groupements de femmes, syndicats, associations de parents d'élèves, chambre de commerce… la diversité des origines de ces acteurs est propre à contribuer à des changements d'échelle en matière d'accès à l'éducation et surtout de qualité de cette dernière. Solidarité Laïque, en tant que chef de file, a soutenu cette concertation pluriacteurs dans le but de faire avancer la cause de l'éducation.

C'est dans ce contexte que Solidarité Laïque a mis à la disposition de ces différents territoires un fonds de financement de projets en lien avec les diagnostics territoriaux faits en 2014. Les premiers projets sont attendus dans les prochains mois moyennant une capacité à trouver des cofinancements.

## AUTRES ACTIONS

**Renforcement des compétences :** dans la première phase du programme, ce sont surtout les individus qui ont été formés : conseillers pédagogiques, inspecteurs académiques, chefs d'établissements, enseignants, animateurs socioculturels.
2015 a marqué une nouvelle étape avec le renforcement des compétences des organisations. L'association des professeurs de français (Aprofh) qui compte une centaine de membres, en partenariat avec la Fédération internationale des professeurs de français a ainsi formé 20 professeurs. L'objectif était de devenir une association de consultants capable de proposer des modules de formation en français, ce qui concourra à son autonomie financière. 2016 doit permettre aux autres organisations haïtiennes membres du programme de se renforcer également en travaillant sur leur modèle économique, de gouvernance et de communication.

**Vers la publication d'un guide syndical unitaire :** les syndicats membres du Procedh ont souhaité produire un guide pour l'ensemble des enseignants. Celui-ci a été rédigé et sera produit en 2016. La FSU a coordonné le projet durant toute l'année 2015.



SL-RA2015 complet V21.indd 45 28/04/2016 15:52

## FOCUS... UNE ANNÉE D'ÉLECTIONS

7 OCTOBRE 2015

À L'OCCASION DES ÉLECTIONS SUR L'ÎLE FIN 2015, LES MEMBRES DU PROGRAMME EN HAÏTI SE SONT RÉUNIS DERRIÈRE UN OBJECTIF COMMUN : MOBILISER LES CANDIDATS POUR UNE ÉDUCATION GRATUITE ET DE QUALITÉ POUR TOUS. EXPLICATIONS AVEC FLORIAN LASCROUX DE LA FSU.

*« C'est la force du programme coordonné par Solidarité Laïque en Haïti, le Procedh : il fédère différents acteurs de l'éducation autour d'une même vision de ce droit humain fondamental »,* commente Florian Lascroux, notre partenaire de la FSU et administrateur de Solidarité Laïque. Aujourd'hui, alors que des élections se déroulent sur l'île, les membres lancent une campagne de plaidoyer auprès des candidats pour les inviter à s'engager dans des politiques publiques adéquates en la matière.

*« Notre méthode de travail est que chaque partie prenante d'un projet y amène son expertise et la partage avec les autres, au profit du collectif »,* explique Joël da Costa, responsable géographique Caraïbes-Amérique Latine. La conception de cette opération de plaidoyer a été collective, tant du côté français qu'haïtien. *« Le contenu du tract a été élaboré ensemble et porte sur la situation des enseignants, celle de la jeunesse et bien sûr sur les moyens à mobiliser pour l'Éducation publique »,* poursuit Florian.

Tiré à 100 000 exemplaires, il sera distribué jusqu'aux élections de décembre aussi bien dans la capitale que dans les zones rurales. *« Notre objectif est à la fois de faire connaître le réseau et ses positions et de mobiliser les politiques sur une éducation de qualité »,* précise Florian. Dans la même dynamique, la FSU va s'impliquer prochainement dans la rédaction participative d'un guide syndical unitaire pour le programme. « La concertation est au cœur du Procedh et de tous les programmes de Solidarité Laïque. C'est ce qui amène les partenaires à lui accorder leur confiance. »

Extrait d'un article paru sur www.solidarite-laique.org

Influencer et interpeller les candidats aux élections présidentielles. Tel a été en 2015 le travail des syndicats enseignants unis autour de la cause de l'éducation.



SL-RA2015 complet V21.indd 46 28/04/2016 15:52

« L'ENJEU EST MAINTENANT DE CONSTITUER DES COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES DANS LES TERRITOIRES POUR QU'ELLES PUISSENT TRANSFORMER CONCRÈTEMENT LA SITUATION DE L'ÉDUCATION ET INFLUENCER LES POUVOIRS PUBLICS. »

**JOËL DA COSTA, RESPONSABLE GÉOGRAPHIQUE CARAÏBES-AMÉRIQUE LATINE.**

**Organisations Membres :**
MGEN, Francas, FSU, GREF.

**Collectivités territoriales :**
communauté d'agglomération de La Rochelle, communauté de communes de Quimperlé, ville de Mornant, conseils régionaux d'Île-de-France, de Bretagne, de Lorraine, conseils généraux des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, des Alpes-Maritimes.

**Partenaires français :**
Réseau éducation et solidarité, France Amérique Latine, lycée André-Malraux de Remiremont (88), Ligue de l'enseignement 88, Ed Haïti, collège Jean-Cocteau de Beaulieux-sur-Mer (06), Amicale laïque de Couëron (44), Francas 31, MGEN Guyane, Adosen.

**Partenaires internationaux :** Ciess, BID, Apefe, Comité d'action laïque-Belgique, Fondation pour l'éducation-Haïti.

**Partenaires publics haïtiens :** MENFP, MJSAC.

**Budget :** 1 367 186 €.

**Financement :** AFD, Solidarité Laïque.

**L'ÉDUCATION S'AMÉLIORERA QUAND LES ENSEIGNANTS POURRONT SE FAIRE SOIGNER ET N'AURONT PLUS À CUMULER PLUSIEURS MÉTIERS POUR GAGNER LEUR VIE.**
**JEANNE, 35 ANS, PORT-AU-PRINCE, HAÏTI**

Courant 2015, un guide syndical unitaire était en cours de rédaction. L'objectif : aider les enseignants à se fédérer pour gagner en reconnaissance. Une nécessité pour que les enfants et les jeunes haïtiens puissent être éduqués dans de meilleures conditions.



SL-RA2015 complet V21.indd 47 28/04/2016 15:52

# Sri Lanka
## Déjà 10 ans ! De la post-urgence au développement

## REPÈRES
## LE PROGRAMME EN BREF

Le 26 décembre 2004, les côtes sri lankaises sont submergées par le plus grave tsunami de leur histoire. 40 000 morts, 52 000 déplacés, 166 écoles détruites, 1 000 écoles endommagées et 200 000 élèves directement touchés par la catastrophe. Solidarité Laïque et plusieurs partenaires publics et privés lancent alors le « programme d'appui à l'amélioration de la gouvernance de l'éducation et de reconnaissance du secteur de la petite enfance » avec l'appui de l'Agence française de développement dirigé vers la province de l'Est, la plus touchée par le tsunami.

Ce programme vise à :
– renforcer les capacités des acteurs de l'éducation et principalement de la petite enfance au collège ;
– créer et soutenir la mise en réseau pour favoriser la concertation entre les acteurs ;
– favoriser la reconnaissance du secteur maternel au niveau national.
Dix ans plus tard, Solidarité Laïque est la seule ONG française sur financement français à poursuivre son travail sur place. Son implication a conduit à la création de 17 comités de gestion qui associent parents d'élèves, assistantes maternelles et pouvoirs publics et qui a donné lieu à la création d'un syndicat provincial d'assistantes maternelles. Un levier majeur pour renforcer ce secteur !

## UNE ANNÉE POUR GAGNER EN INFLUENCE ET EN EFFICACITÉ

2015, avant-dernière année du programme, a été intense tant du point de vue des activités que des actions de plaidoyer auprès des pouvoirs publics. Les trois partenaires locaux (Kinniya Vision, FEED-Sri Lanka et NPDF) sont très mobilisés dans les trois districts de la province de l'Est.

Le syndicat des assistantes maternelles, Eastern Province Preschool Teachers Association, reconnu en décembre 2014 après un travail considérable de coordination et de sensibilisation, a poursuivi son renforcement et son autonomisation. Solidarité Laïque, en tant que chef de file du programme, et le syndicat d'enseignantes maternelles du privé, ACUT, ont apporté leur appui à des actions de formation en communication, organisation, ressources humaines, plaidoyer, gestion de projets, finances et influence.

Une campagne de plaidoyer national a été portée par un consortium de cinq ONG (NECY, ACUT, CFCD, Unicef, Plan). Elle s'est appuyée sur une enquête nationale sur le système de la petite enfance sri lankais pilotée par Solidarité Laïque. Cette étude a donné lieu à des recommandations destinées au gouvernement : forces et faiblesses de la politique actuelle de la Petite Enfance, état des lieux du secteur, situation des conditions des enseignantes maternelles, meilleure répartition des responsabilités entre les trois ministères de tutelle du secteur (Éducation, Santé et Affaires sociales). Le plaidoyer a été lancé fin 2015 et se poursuivra jusqu'en 2016 dans le cadre du programme.

## ACTIVITÉS

### DE JANVIER À DÉCEMBRE

Plus d'une trentaine de rencontres entre enseignantes maternelles, parents et autorités locales ont mobilisé près de 600 personnes. Elles ont permis de tisser des liens durables entre les acteurs de la petite enfance, de renforcer la notoriété des enseignantes maternelles et d'améliorer les conditions d'enseignements

### EN MARS ET NOVEMBRE

Deux lettres électroniques diffusées à 800 exemplaires ont été envoyées vers les pouvoirs publics et les enseignants pour rappeler les enjeux d'une éducation préscolaire et partager des connaissances.
Réalisation et diffusion à 1 000 exemplaires d'un outil de capitalisation sur les bonnes pratiques en matière de petite enfance, répertoriant les acteurs impliqués et rappelant les initiatives positives qui permettent de faire le lien entre la société civile et les autorités locales. Ce livret a été conçu comme un outil pratique pour permettre à chaque acteur d'améliorer ses pratiques et son influence.

### DÉCEMBRE

Une Journée mondiale des enseignants réunit 380 enseignantes de la province de l'Est. Elles défendent auprès des pouvoirs publics et des parents l'importance d'une scolarisation précoce des enfants. Occasion de valoriser leur



SL-RA2015 complet V21.indd 48 28/04/2016 15:52

engagement, encore bénévole puisque non reconnu, au service d'une éducation de qualité pour toutes et tous.

### CHAQUE MOIS

Chaque mois, les enseignantes des écoles maternelles, à travers les 17 comités créés se sont ainsi réunies, partageant leurs expériences en matière de prise en charge des tout-petits, de sensibilisation des parents, d'éducation inclusive et de dialogue avec les autorités locales. Des temps forts plébiscités par l'ensemble des participants pour la dynamique et le renforcement des capacités qu'ils autorisent.

## 6 CHIFFRES CLÉS

PRÈS DE **30 000** enfants concernés

**6 700** enseignantes maternelles concernées

**320** enseignants formés

**17** Comités associant parents, enseignants et pouvoirs publics créés

**2 300** parents directement touchés

**6 000** signatures collectées pour la reconnaissance du métier d'assistante maternelle

**Les rencontres entre enseignantes maternelles, autorités locales et parents ont été régulières en 2015. Chaque année, c'est un pas supplémentaire qui est franchi pour renforcer les liens entre les acteurs. Ainsi, progressivement, se construisent les conditions d'une scolarisation précoce des enfants.**



SL-RA2015 complet V21.indd 49 28/04/2016 15:52

## FOCUS… SRI LANKA : L'ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE NÉGLIGÉE

OUBLIÉE DEPUIS DES LUSTRES PAR LES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS, L'ÉDUCATION DE LA PETITE ENFANCE EST DANS UN ÉTAT PITOYABLE AU SRI LANKA. OÙ CE SONT LES ASSOCIATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES COMMUNAUTÉS QUI DOIVENT PRENDRE LE RELAIS…

24 SEPTEMBRE 2015

Avec plus de 90 % de sa population en capacité de lire et écrire, le Sri Lanka peut s'enorgueillir d'avoir atteint le taux d'alphabétisation le plus élevé des pays de l'Asie du Sud. Il ne faudrait cependant pas crier victoire trop vite. À côté de ce beau, et réel, résultat, c'est un pan entier de l'éducation qui est négligé, celui de la petite enfance. Car si, dans ce pays, la scolarité est obligatoire à partir du Grade 1, l'équivalent de notre CP, rien n'était prévu avant cet âge jusqu'en 2004. *« À partir du moment où il assure une éducation gratuite du primaire à l'enseignement supérieur, l'État attend des communautés, parents, ONG, secteur privé ou institutions religieuses, qu'ils s'occupent du préscolaire »*, explique Mohamed Saifullah, coordinateur au Sri Lanka de l'ONG française Solidarité Laïque.

Résultat : l'activité est aujourd'hui à plus de 80 % hors du contrôle du gouvernement. Avec tous les problèmes que cela entraîne. *« La majorité des établissements ne sont pas au niveau, constate Mohamed. L'eau potable, les toilettes sont absentes de beaucoup d'écoles, les matériels d'enseignements et les équipements sont insuffisants et encore ceux-ci ne sont même pas utilisés correctement par les enseignants, faute de formation. »* Et la situation est encore pire dans le nord et l'est du pays, où les populations ont toujours du mal à se remettre de la guerre qui a opposé gouvernement central et Tamouls jusqu'en mai 2009. *« Tout est toujours désorganisé, la plupart des infrastructures ont été détruites ou endommagées et les professeurs et les parents sont encore traumatisés. Difficile de parler de l'importance de préscolaire dans ces conditions »*, confie le responsable sri lankais.

Autant dire que les actions menées par Solidarité Laïque dans l'île depuis 2005 ont été bien reçues. La réhabilitation de bâtiments, la formation de personnel ou la sensibilisation des adultes, mais aussi le programme de gestion et gouvernance, qui vise à une meilleure concertation entre pouvoirs publics et société civile, ou la création d'un syndicat d'enseignantes maternelles, qui permet à celles-ci non seulement de revendiquer leur statut social mais aussi d'échanger, de progresser. *« Le renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux ou non gouvernementaux, au nombre desquels les communautés, ne peut qu'avoir un impact durable sur l'amélioration de l'éducation de la petite enfance au Sri Lanka »*, confirme Mohamed.

L'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement, le 17 août dernier, va-t-elle changer les choses ? Le coordinateur de Solidarité Laïque se veut optimiste. *« Le gouvernement a compris l'importance de l'éducation préscolaire et les problèmes auxquels elle est aujourd'hui confrontée. Et certaines décisions sont encourageantes. »* Il en veut pour preuve la révision de la politique concernant l'éducation, qui devrait inclure le préscolaire, la promesse de doter le secteur d'un budget de 6 %, les initiatives prises afin d'établir une certaine norme en la matière, à travers la publication d'outils, de guides de référence. De bonnes nouvelles pour des centaines de milliers de gamins.

**Patrick Chesnet**

Extrait d'un article paru dans Altermondes le 24/09/2015. www.altermondes.org

La création d'un syndicat d'enseignantes maternelles leur permet de revendiquer leur statut social, d'échanger et de progresser dans leurs pratiques.

SL-RA2015 complet V21.indd 50 28/04/2016 15:52

« Le renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux ne peut qu'avoir un impact durable sur l'amélioration de l'éducation de la petite enfance. » (Mohamed Saifullah, coordinateur du programme)

80 % de l'activité liée à la petite enfance sont aujourd'hui hors du contrôle de l'État.

« COMMENT PASSER D'UNE PHASE DE POST-URGENCE À DES PROGRAMMES DURABLES ET EFFICACES ?

EN MATIÈRE D'ÉDUCATION, LE SUJET EST CRUCIAL. NOUS AVONS SOUHAITÉ RENDRE COMPTE DE CETTE

EXPÉRIENCE UNIQUE DE TERRAIN ET UN LIVRET RETRAÇANT CETTE AVENTURE SERA RÉALISÉ DÉBUT 2016... »

**VINCENT DALONNEAU, DÉLÉGUÉ AUX ACTIONS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET RESPONSABLE DU SECTEUR ASIE DE SOLIDARITÉ LAÏQUE.**



SL-RA2015 complet V21.indd 51 28/04/2016 15:52

# LES MICROPROJETS

## Parce qu'ils nous transforment ici et là-bas

### REPÈRES

Depuis 2002, Solidarité Laïque met à la disposition de ses organisations membres des dispositifs d'appui à des projets de petite ampleur portées par des associations locales partenaires : groupements de femmes, de paysans, associations de parents d'élèves ou de professeurs. Ils ont tous pour toile de fond l'ambition de favoriser l'accès à l'éducation au sens large, soit directement pour les jeunes et les adultes (construction d'une salle de classe, d'une cantine scolaire, de latrines dans une école…), soit indirectement (soutien à un projet d'adduction d'eau libérant les femmes de la corvée d'eau, soutien au développement d'activités génératrices de revenus…).

Dans « l'ADN » de ces « labels », l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale joue un rôle majeur. Les porteurs de projets, en cherchant des cofinancements, sensibilisent les publics, jeunes et moins jeunes, à la vie « ailleurs ». Cette ouverture au monde engage chaque citoyen à mieux s'impliquer pour un monde plus solidaire et développer l'interconnaissance et l'amitié entre les hommes.

Enfin, ces projets, même s'ils sont financés d'une année sur l'autre, restent le plus souvent pérennes, tant avec les partenaires d'ici que ceux de là-bas. Il faut en effet des années pour qu'un village améliore l'accès à l'éducation ou donne aux femmes les moyens de prendre leur autonomie. C'est ainsi que certains d'entre eux ont aujourd'hui plus de 20 ans de relations. L'intervention de Solidarité Laïque a toujours lieu dans le cadre d'un cofinancement ne pouvant dépasser 50 % du budget global. Sauf exception, les sommes attribuées vont de 2 000 à 20 000 €.

### 4 THÉMATIQUES EN 2015 ET QUELQUES EXEMPLES

Les microprojets soutenus relèvent de 4 thématiques majeures :

Activités génératrices de revenus

Eau

Éducation

Santé

En 2015, comme c'est la tendance depuis de nombreuses années, ils se caractérisent par une réponse à des besoins de base.

Ainsi, en 2015, Solidarité Laïque a soutenu l'association régionale de Bretagne de l'Aroeven* pour la construction d'un centre de formation à Guitega au Burkina Faso dans la province du Kouritenga. Au-delà de la participation aux travaux, ce chantier a été l'occasion pour les jeunes français et burkinabé d'échanger sur les questions éducatives des deux pays, sur la diversité culturelle, sur la mondialisation… Le titre de l'action « chemins de partages et regards croisés » résume bien la philosophie du projet.

Les Francas de l'Hérault ont soutenu un projet de formation à l'animation socioculturelle de leur partenaire tunisien de l'association AMAL qui agit dans des villages du gouvernorat de Kasserine. Un stagiaire (service civique) a été accueilli en formation initiale puis est devenu lui-même référent d'un groupe de jeunes tunisiens impliqués dans le cadre du programme Soyons actifs/actives.

Au Mali, l'association Solidarité Kendié avec l'appui de la délégation départementale de la MAIF des Hauts-de-Seine et de Solidarité Laïque a pu mettre en place un travail d'alphabétisation et de développement d'activités économiques pour les femmes de cette commune du pays Dogon composé de 35 villages.

La Délégation départementale du Cher (DDSL 18) a poursuivi son action



SL-RA2015 complet V21.indd 52 28/04/2016 15:52

de formation et d'accompagnement d'enseignants moldaves dans le cadre d'un programme francophone d'appui linguistique, culturel et pédagogique. 457 professeurs, 30 étudiants de 47 établissements ont suivi les sessions de formation en République de Moldavie. Une délégation de 9 élèves et 2 professeurs de Nisporeni a été reçue au collège J. Valette de Saint Amand.

## LES CENTRES ÉDUCATIFS

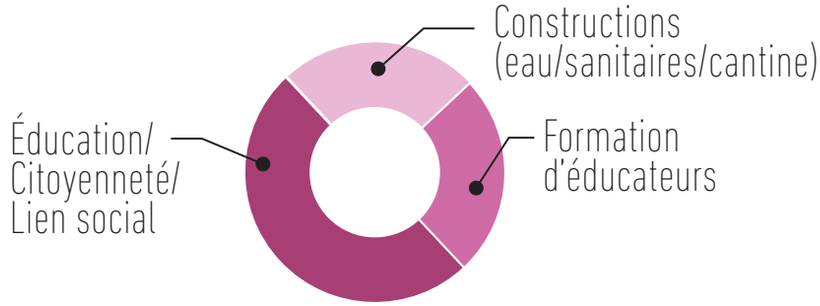
Solidarité Laïque soutient 5 centres éducatifs* qui ont pour point commun d'accompagner des enfants et des jeunes, et notamment des filles, en grande précarité sociale : enfants des rues, orphelins... Une partie des enfants accueillis y sont parrainés et chaque centre bénéficie d'un cofinancement qui contribue à rémunérer les salariés sur place, aux frais de structure et d'appui pédagogique.

**En Colombie, au Liban, au Mali, au Sénégal et deux en Haïti.*

## MICROPROJETS INTERNATIONAUX EN 2015
## 2 CHIFFRES CLÉS

**16** microprojets soutenus

**90 800 €** attribués



Jardins pédagogiques et autres projets éducatifs sont soutenus par le dispositif des microprojets.

Les centres éducatifs accueillent les -3 ans dont l'éducation est souvent laissée aux communautés.



SL-RA2015 complet V21.indd 53 28/04/2016 15:52

# LE PARRAINAGE ÉDUCATIF

## REPÈRES

**Plus de 600 enfants bénéficient d'un parrainage éducatif.** Ils sont accompagnés par neuf partenaires historiques de Solidarité Laïque, pour la plupart intégrés dans les programmes pluriacteurs de l'association. Tous sont attachés aux mêmes valeurs essentielles qui ont fondé Solidarité Laïque : l'éducation, la solidarité et la capacité à vivre ensemble avec les différences.

**Ces parrainages représentent un accompagnement personnalisé, médical, social et éducatif.** Ils s'adressent en priorité à des enfants orphelins ou qui vivent dans des familles pauvres ou déplacées.
Une aide à l'alimentation est proposée, soit sous forme de denrées alimentaires remises à la famille, soit sous forme de repas le midi.

**L'accompagnement est durable.** Ainsi, quand ces enfants grandissent, ils peuvent être suivis dans leur formation professionnelle ou leurs études supérieures, si les parrains souhaitent maintenir l'accompagnement.

**Une attention particulière est réservée :**
– à l'éducation des filles qui n'ont généralement pas la priorité sur leurs frères lorsque les parents sont obligés de faire des choix. Ainsi, certains centres n'accueillent que des filles ;
– aux enfants et aux jeunes en situation de handicap. L'accompagnement des professionnels leur permet de bénéficier d'une éducation inclusive dans un cadre bienveillant. Selon le niveau du handicap, des formations professionnalisantes ou des apprentissages adaptés leur sont proposés.
Dans chacun de ces centres, l'éducation aux droits (de l'enfant, des femmes, au travail décent, à la différence, aux loisirs…) est une constante. Cette sensibilisation qui passe par le « faire ensemble », la découverte du respect de soi et de l'autre, est un levier pour transformer la société.

## LIBAN

*« Avec nos différences, avec nos ressemblances, apprenons à vivre ensemble »*
Au Liban, nos parrains soutiennent les enfants des Jardins de la Paix, gérés par l'organisation Tadamoun Wa Tanmia, partenaire de Solidarité Laïque depuis 30 ans. Non-confessionnel – une exception au Liban –, ce centre accueille une quarantaine d'enfants, de jeunes et d'adultes en situation de handicap psychique et leur propose un cadre éducatif inclusif. Encadrés par une équipe de salariés et de bénévoles formés à l'éducation spécialisée, les enfants reçoivent une formation scolaire de base et apprennent également les bases de l'autonomie : hygiène, habillage, activités motrices… Les programmes sont individualisés et adaptés au handicap et aux besoins de chacun.

Des rencontres avec l'extérieur et de nombreuses manifestations culturelles ou sportives sont également régulièrement organisées dans un souci d'ouverture et de sensibilisation de la population. Certains jeunes atteints de troubles psychiques ont ainsi pu participer aux Jeux olympiques ou à des compétitions nationales.

La question du vivre ensemble y est très présente. En effet, ce centre a été fondé dans un esprit laïque par des personnes issues de plusieurs communautés religieuses ou séculières. Il accueille les personnes vulnérables qui s'y présentent, quelles que soient les origines et les croyances.

## CAMEROUN

L'Enfance joyeuse du Cameroun (EJC) est aujourd'hui la principale association



SL-RA2015 complet V21.indd 54 28/04/2016 15:52

Le parrainage est un levier pour promouvoir l'éducation des filles.

L'éveil artistique et culturel fait partie intégrante du développement de l'enfant.

Dans son centre, Blandine Ky anime une radio pour sensibiliser la population aux droits des filles.

de jeunesse du Cameroun. Elle traverse une crise organisationnelle qui la fragilise. Les actions qu'elle mène visent à favoriser la scolarisation afin de lutter contre la déperdition scolaire et la délinquance juvénile. Dans ce but, elle forme des éducateurs et des animateurs et organise des centres de loisirs et d'animation. Présente dans les dix départements du pays, l'association prend en charge des enfants dans la commune de M'Bouda, au nord-ouest du pays, grâce aux parrainages portés par Solidarité Laïque. Elle y met en place des structures éducatives au profit des enfants en difficultés. Elle a notamment créé un internat pour les enfants orphelins qui y sont scolarisés.

## SÉNÉGAL

Le centre Estel (Établissement spécialisé technique d'expression et de loisirs), à Dakar, vient en aide aux enfants et aux jeunes adultes en situation de handicap. Il défend les droits de ces enfants et se bat pour leur offrir un cadre et une éducation adaptés à leurs besoins. L'association accueille aujourd'hui une soixantaine d'enfants en situation de handicap mental : autisme, trisomie 21, psychose et déficiences mentales profondes. Plus de 20 salariés y travaillent et encadrent ces jeunes pour les scolariser, les socialiser et offrir une formation professionnelle aux plus autonomes d'entre eux. Nourris et soignés au centre, ces enfants participent à diverses activités : apprentissage de base, alphabétisation et numération, activités artistiques, sports et autres activités ludiques.

## BÉNIN

Le Conseil des activités éducatives du Bénin (CAEB) centre ses activités sur l'enfant et l'adolescent et sur l'accès à l'éducation pour tous. De la recherche pédagogique pour une éducation adéquate et adaptée à l'organisation de centres de vacances en passant par la formation d'enseignants, tout est mis en œuvre pour développer une éducation de qualité auquel tous ont droit. Grâce aux parrains et marraines qui s'investissent à nos côtés, le CAEB apporte à 165 enfants et jeunes en difficultés, majoritairement des filles, âgés de 8 à 26 ans, une aide financière pour couvrir leurs frais scolaires, alimentaires et de santé. En plus de la scolarisation, les filleuls sont intégrés à des centres de vacances et dans des échanges interscolaires afin de leur faire découvrir d'autres perspectives.

**« VENTRE AFFAMÉ N'A PAS D'OREILLE.**

PARCE QU'IL N'EST PAS POSSIBLE DE SE CONCENTRER QUAND ON A FAIM, CERTAINS PARRAINAGES, AU REGARD DE LA SITUATION DES ENFANTS ET DE LEUR FAMILLE, ACCORDENT JUSQUE 50 % DU DON À L'ALIMENTATION. »



SL-RA2015 complet V21.indd 55 28/04/2016 15:52

En 2015, 7 jeunes qui avaient été parrainés depuis leur enfance ont trouvé leur autonomie avec une licence ou un master en poche. L'un d'entre eux a terminé ses études de médecine. D'autre part, 17 jeunes sont entrés à l'université. Ils sont issus de familles en grande difficulté sociale, et il est certain que leur parcours de vie a été modifié grâce à leurs parrains.

## BURKINA FASO

L'association Dikoson, de Tiébélé, au sud du Burkina Faso, œuvre pour le développement agricole et la transmission culturelle et traditionnelle. Depuis toujours, elle cherche à favoriser le travail des femmes en les impliquant dans leurs activités à tous les niveaux. En 2003, Dikoson a mis en place une structure de parrainage pour former des jeunes aux métiers de l'agriculture et du patrimoine traditionnel. Aujourd'hui, ce sont 68 enfants qui sont accompagnés, en partenariat avec Solidarité Laïque.

L'association Bénebnooma, implantée à Koudougou et à Réo, au centre du pays, accueille 200 filleuls, avec une majorité de filles. Elle offre des formations professionnelles initiales aux élèves qu'elle accueille : informatique, couture, menuiserie… Elle les accompagne tout au long de leur formation pour les guider vers l'autonomie et l'insertion professionnelle. Une garderie et une école primaire sont également intégrées au centre. La prise en charge des jeunes est donc effectuée durant tout leur cursus scolaire pour les suivre et les guider dans la vie professionnelle. L'association est particulièrement attentive à la scolarité des filles.

## FOCUS… FRANÇOISE, ÉLIANE, ANNIE ET CLAUDINE SONT BÉNÉVOLES À SOLIDARITÉ LAÏQUE ET RESPONSABLES DU PARRAINAGE.

ELLES EXPLIQUENT POURQUOI ELLES SE SONT ENGAGÉES.

2 AVRIL 2015

### « JE SUIS DEVENUE MARRAINE IL Y A 15 ANS, QUAND MA PETITE FILLE EST NÉE… »

*« À ce moment, je me suis dit qu'elle avait bien de la chance de naître en France… Je connaissais Solidarité Laïque pour son engagement sur la laïcité, la lutte contre toutes les formes d'injustices et d'exclusion. Sa longue expérience à l'international était pour moi un gage de sérieux dans le suivi des enfants. Pour moi, c'est un petit geste, mais pour les deux enfants que je parraine, c'est un changement de perspective radical ! »*
**Annie Bertrand**

### « J'AI FAIT TOUTE MA CARRIÈRE EN ZEP COMME PROFESSEUR D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE… »

*« … puis comme principale adjointe. Arrivée à la retraite, je voulais poursuivre ma mission et ce chantier majeur qu'est l'accès à l'éducation pour toutes et tous. Je me suis alors tournée vers le parrainage éducatif à l'international. Comment se résoudre à ce que, en 2014, 58 millions d'enfants n'ont toujours pas accès à l'éducation ? Je ne peux tolérer que des enfants soient condamnés à ne jamais savoir lire, écrire et compter car personne ne peut construire sa vie sans ces savoirs de base ! Le parrainage éducatif, c'est une façon d'agir concrètement, à ma mesure. Un petit effort financier qui a un gros impact sur la vie des deux enfants que je parraine… »*
**Françoise Willame**

### « POURQUOI JE PARRAINE DEUX ENFANTS ? »

*« Parce que tout simplement je pense que j'ai les moyens financiers de le faire ! Je vois ça comme un partage qui ne me prive pas et dont l'effet est important. Sans mon aide et le suivi de Solidarité Laïque, les deux enfants que je parraine au Burkina iraient chaque matin porter de l'eau pour arroser les haricots verts, resteraient livrés à eux-mêmes. Aujourd'hui, ils vont chaque jour à l'école, sont suivis sur le plan médical et social, et peuvent commencer à imaginer une autre vie que celle de leurs parents. »* **Claudine Maroutian**

### « L'ÉDUCATION EST UN DROIT, UN MOYEN ET UN OBJECTIF… »

*« Être éduqué, c'est avoir un pouvoir sur ce que l'on va devenir et avoir une vie digne. Aller à l'école, c'est avoir la possibilité de se socialiser, de s'affranchir de ses déterminismes, de découvrir d'autres cultures, son passé et de développer son esprit critique. L'éducation contribue à construire une société plus humaine et plus solidaire. C'est pourquoi j'estime que c'est mon devoir de permettre à des enfants qui n'ont pas eu la chance de naître avec les moyens suffisants de s'instruire. »*
**Éliane Millet**

Extrait d'un article paru le 2 avril 2015 sur www.solidarite-laique.org



SL-RA2015 complet V21.indd 56 28/04/2016 15:52

## HAÏTI

Dans le département de la Grand'Anse, le foyer Roseaux accueille les enfants orphelins ou issus de familles particulièrement démunies. Aujourd'hui, ce sont plus de 33 jeunes de 6 à 15 ans qui sont parrainés. Du fait du coût de la vie élevé en Haïti, un repas par jour est servi à tous les enfants qui fréquentent le centre. 3 d'entre eux, orphelins, y sont logés. Les autres regagnent leur domicile à la fin de la journée et reçoivent un kit de toilette chaque mois ainsi qu'un kit de lessive tous les vendredis. Le centre prend ainsi en charge de manière égale les besoins de santé, d'hygiène, d'alimentation et d'éducation de tous les enfants qu'il soutient. Le soutien scolaire dont bénéficient les enfants leur permet d'avoir des résultats supérieurs à la moyenne nationale.

Solidarité Laïque est partenaire du Cedaj (Centre d'accueil de jeunesse), institution laïque et apolitique, qui vient en aide à des enfants démunis pour financer leur scolarisation, payante en Haïti, leur apporter un soutien psychologique et les guider dans leur insertion professionnelle. Elle œuvre à Cabaret, située à une trentaine de kilomètres au nord de Port-au-Prince, auprès de familles souvent sans logement et sans ressource. Grâce aux parrains, le Cedaj soutient 17 enfants via des bourses qui permettent de payer les frais d'écolage (uniforme et fournitures scolaires) mais aussi d'acheter des médicaments. Le Cedaj assure ainsi à ces enfants des conditions de vie plus décentes et des perspectives d'avenir grâce à l'éducation

## COLOMBIE

Un artiste peintre a créé voilà 11 ans la Fondation Enfances 2/32 pour protéger les enfants les plus défavorisés de Pereira. Son objectif est de garantir, promouvoir et diffuser les droits des enfants. Solidarité Laïque, grâce aux parrains, peut offrir aux 130 enfants de la Fondation Enfances 2/32 des conditions de vie décentes : alimentation, habillage, santé leur sont accessibles au centre. L'association prend en charge l'ensemble de leur scolarisation, qui comprend l'achat de fournitures, de livres, le soutien scolaire et une aide adaptée aux difficultés de chacun à l'apprentissage. Afin de favoriser l'ouverture au monde et le développement personnel des enfants, des activités autour de l'art, de la culture et du sport sont régulièrement organisées au sein du centre et à l'extérieur.

**Aux Jardins de la Paix, enfants et jeunes en situation de handicap bénéficient d'une pédagogie adaptée dans une atmosphère de tolérance et de respect. Pour fêter les 30 ans de l'association qui le soutient, le centre fera l'objet d'un documentaire de Safy Nebbou porté par Solidarité Laïque sur la solidarité et le vivre-ensemble. À découvrir fin 2016…**

SL-RA2015 complet V21.indd 57 28/04/2016 15:52

# METTRE EN ŒUVRE

SL-RA2015 complet V21.indd 58 28/04/2016 15:32

# GOUVERNANCE ET FONCTIONNEMENT

## L'engagement comme principe d'une gouvernance active

**Le bon fonctionnement démocratique et la qualité de l'engagement de chacun au service du collectif soutiennent l'utilité sociale et le rayonnement de l'association.**

Comprenant cinq familles d'acteurs, les associations, les coopératives, les fondations, les mutuelles et les syndicats, Solidarité Laïque couvre tous les champs de l'éducation. À ses côtés, sont impliqués des mouvements de l'éducation populaire, des mouvements pédagogiques et philosophiques, les parents d'élèves, des syndicats et des acteurs de l'économie sociale et solidaire. C'est dire que l'animation de cette diversité, que ce soit dans les instances ou dans les programmes portés par l'organisation, est riche et foisonnante. Elle permet de vivre en interne l'exercice de cette citoyenneté et du vivre ensemble voulue aux différents échelons de notre action collective : local, national, européen et international.

### L'ENGAGEMENT COLLECTIF AU SERVICE DU BIEN COMMUN

Le conseil d'administration est le reflet de notre diversité. Les femmes et les hommes qui le composent sont porteurs et porteuses des valeurs et principes qui sous-tendent l'action laïque, sociale et démocratique du réseau Solidarité Laïque. De nombreux administrateur(trice)s sont impliqué(e)s dans des groupes de travail ou des comités de pilotage des actions. Ils côtoient régulièrement les salarié(e)s en fonction et les bénévoles impliqué(e)s dans ces dernières ainsi que les partenaires issus des cinq continents. Au-delà de la diversité des approches que cela suppose, il y a, de fait, une dimension intergénérationnelle et interculturelle qui élargit le champ des possibles pour la recherche du bien commun. Ces microsociétés sont le reflet d'une capacité à vivre ensemble, à agir et à innover.

### UN DIALOGUE SOCIAL INTERNE OPÉRATIONNEL

La commission du personnel, animée par Jackie Fonfria d'Arts et Vie, s'est réunie à quatre reprises en présence du délégué du personnel, Guilhem Arnal, assisté de Joël Da Costa. Une réunion entre le Délégué général, Roland Biache, et les deux délégués du personnel a été instaurée chaque mois. Elle s'est réunie pour examiner les points qui permettent d'améliorer la qualité de vie des salariés, tant du point de vue des conditions de travail que de celui de la sécurité. Le plan de formation a été arrêté d'un commun accord entre la direction et les représentants du personnel. Deux réunions ont été organisées avec tous les salariés pour questionner et améliorer les pratiques et l'organisation. Enfin, plusieurs moments conviviaux ont été organisés à l'occasion de la venue de partenaires, de l'arrivée ou du départ d'un/e collègue.

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

### LE BUREAU

**Président**
Dominique Thys
**MAIF**

**Vice-présidente**
Anne-Marie Harster
**MGEN**

**Vice-président**
David Lopez
**Ligue de l'enseignement**

**Vice-président**
Jacques Durand
**JPA**

**Secrétaire général**
Marc Epron
**Francas**

**Secrétaire générale adjointe**
Isabelle Palachon
**Ceméa**

**Trésorier**
Robert Rio
**Adhérent individuel**

Dominique Fouchard
**Casden-BP**

Jackie Fonfria
**Arts et Vie**

Marie-Hélène Le Colleter
**MAE**

### LES ADMINISTRATEURS

Marcel Weyl
**GODF**

François Cencerrado
**UNSA Éducation**

Michel Salingue
**FGR**

Paul Fournier
**GREF**

Noëlle Beau
**Prévention MAIF**

Pierre Gauthier
**FAS**

Jean-Louis Sabatié
**FMD/ADFE**

Céline Rigo
**SE UNSA**

Bernard Hidenoch
**Adosen**

Florian Lascroux
**FSU**

Dominique Duplan
**OCCE**

Michel Debon[1]
**SGEN-CFDT**

Claude Dufresne
**Alefpa**

Jean Amand Declerck
**EEDF**

Alain Jabouin
**FG-PEP**

Francis Barbe
**SNUipp/FSU**

Monique Beyssen
**Apajh**

Françoise Mougin
**Entraide universitaire**

Thibaut Renaudin
**AFEV**

Bernard Mis
**Mission laïque française**

*1. Associé au Bureau.*



SL-RA2015 complet V21.indd 59 28/04/2016 15:52

# LE SIÈGE NATIONAL

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**
↓
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
↓
**BUREAU**

**52 délégations départementales dans toute la France**

**DIRECTION GÉNÉRALE**
Délégué général : Roland Biache

**DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE**
Secrétaire de direction
Yasmine Sadji
Appui secrétariat et parrainage
Martine Gée
Resp. du suivi financier et de la gestion
Virginie Ramarson
Comptable
Nathalie Puech
Secrétaire, accueil, standard
Karine Lacroix
Opératrice de saisie
Hadja Diallo
Agent polyvalent
Issouf Zongo

**DIRECTION DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES**
Resp. du développement des ressources
Majda Devienne

**DIRECTION PROGRAMMES ET PROJETS INTERNATIONAUX**
Délégué aux actions de coopération internationale
Philippe Jahshan

Délégué aux Actions de Coopération Internationale Adjoint
Vincent Dalonneau

Responsables Maroc
Aliocha Cordier/Alice Tawil
Responsable Tunisie
Guilhem Arnal
Chargée de mission
Judith Chavalarias
Resp. géographique Afrique de l'Ouest
Florian Boulenger
Chargée de mission
Marine Casaux-Bussière
Resp. géographique Caraïbes - Amérique latine
Joël Da Costa
Chargé de mission
Leandro Carignano
Resp. géographique Asie
Vincent Dalonneau

**DIRECTION ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ**
Déléguée aux actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité
Carole Coupez
Chargée éducation aux Droits de l'Enfant
Florine Pruchon
Chargées de projet éducation aux Droits de l'homme et à la laïcité
Floriane Gula
Cathy Le Goff

**DIRECTION PROGRAMMES FRANCE**
Délégué Solidarité France
Roland Biache
Chargée de mission Vacances et Insertion et Vacances Insertion Jeunes Adultes
Yasmine Sadji

**DIRECTION COMMUNICATION**
Responsable de la communication
Laurence Bernabeu

Chargée de communication digitale
Sandrine Graf

## DES BÉNÉVOLES EN APPUI À L'ÉQUIPE PERMANENTE

Suivi Emploi avenir
Gérald Esteve
Suivi dossier informatique et téléphonie
Albert Caralp
Appui à la logistique
Hélène Bocage
Jean-Pierre Breugnot
Jean-Paul Demay

Suivi dossier parrainage éducatif
**Bénin :** Annie Bertrand Éliane Millet
**Burkina Faso :** Claudine Maroutian
Françoise Willame
**Cameroun :** Éliane Millet
Florence Gérard
**Colombie :** Marie-France Bernard
**Haïti 1 :** Jacqueline Monte
Éliane Millet
**Haïti 2, Liban, Sénégal :**
Monique Esteve
Florence Gérard
Suivi distribution Rentrée solidaire – « Un cahier, un crayon » :
Michel Debon,
Maurice Duchesne

Partenariat Éducatif de solidarité international
Gisèle Fredj
Plaidoyer
Jean-Pierre Pouilhe
Rédaction dossiers et documents
Michèle Fravega
Colette Le Blanc
Michel Gervais

Suivi projets labellisés, Vacances Insertion Jeunes Adultes
Michel Le Blanc

Rédaction en chef La Lettre
Michel Debon



SL-RA2015 complet V21.indd 60 28/04/2016 15:52

# BILAN FINANCIER

## Le mot du trésorier

### UNE ANNÉE DE PLEIN EXERCICE POUR LES MISSIONS SOCIALES

En 2015, tous les programmes ont été renouvelés. Les missions sociales se sont élevées à 2 990 754 € contre 2 678 549 € en 2014 soit + 11 %.
Leur répartition évolue légèrement avec une part croissante des missions sociales (25 % pour la France et 75 % pour l'international).

### CONTINUITÉ

Puisque Solidarité Laïque maintient ses missions sociales en mettant l'éducation, moteur du développement, au cœur de ses engagements, il était indispensable que les donateurs soient au rendez-vous, qu'ils y soient massivement, et plus intensément.
Ce fut bien le cas !

Nous allons entrer un peu dans les détails :
En 2015, la prospection a été reconduite selon les mêmes méthodes et règles mises au point en 2011.
Cette opération est nécessaire pour renouveler le nombre des donateurs et l'augmenter.
Elle représente un coût important mais c'est un investissement.
En 2014, nous étions fiers de présenter une collecte brute de 1 869 226 €.
Quand nous écrivons que les donateurs en 2015 ont été au rendez-vous, c'est que cette année la collecte, les libéralités (legs en particulier) comprises, se monte à 2 163 509 €.
Les ressources collectées auprès du public représentent plus de 41 % de nos ressources, soit 108 % des objectifs que nous nous étions fixés en 2014. Composants de ces chiffres, nous comptabilisons en particulier 116 110 € de legs (contre 87 224 € en 2014).
Pour financer nos activités, nous comptons également sur les cotisations de nos adhérents et les contributions volontaires aux microprojets qui représentent 282 838 € et 5 % des ressources totales.
Un volet très conséquent, le second en pourcentage, provient des subventions et autres concours publics pour 2 077 185 € contre 1 645 973 € en 2014. Ceux-ci sont bien entendu indispensables à nos actions.
Enfin, nous comptabilisons et exprimons dans le document Compte Emploi Ressources le détail de tous ces chiffres.

### INNOVATION

En effet, la communication et la collecte s'adaptent aux nouveaux modes numériques !
En septembre, une campagne de prospection digitale axée sur l'urgence réfugiés a été lancée.
Fin décembre, un appel à don digital a été relayé dans les lettres électroniques et reprise par un bon nombre de membres.
L'ensemble a permis de récolter en dons en ligne ou en chèques reçus 56 913 € et d'enrichir la base de 462 nouveaux donateurs.
Les dons moyens sont très importants : 75 € alors que les dons moyens ponctuels toutes campagnes confondues s'élèvent à 53 € (ce qui est déjà supérieur aux moyennes observées !).
Autrement dit, la capacité d'engagement de nos publics sur nos missions et nos valeurs est grande.
Il va de soi que ce mode de collecte limite les frais et permet d'affecter aux missions sociales une plus grande part de vos dons.
Nos charges de structure se sont élevées à 772 742 €, les ressources les finançant se montent à 800 631 €.
Le résultat de la structure est donc positif de 27 889 €.
L'affectation au renforcement des fonds associatifs pourrait être le choix de la prochaine Assemblée générale statuant sur l'affectation du résultat.
Nous comptabilisons un excédent de collecte non affectée de 242 991 € qui, intégré au report à nouveau, permettra le financement de nouvelles actions sociales et sécurisera partiellement nos opérations en attendant d'engranger de nouvelles collectes.
Globalement, l'exercice 2015 se termine donc sur un excédent de 270 880 €.
Conformément à l'engagement pris à l'égard du Comité de la Charte, le travail de la commission de contrôle interne s'est poursuivi, un code de déontologie a vu le jour afin de cadrer les devoirs des salariés, élus et intervenants internes (militants bénévoles, par exemple).
L'année 2015 s'est terminée, dans notre domaine, par la préparation du budget prévisionnel de 2016 axé sur la poursuite du financement de nos missions sociales, et d'une prospection moins coûteuse, car plus ciblée.
Les instruments de contrôle budgétaire développés en 2015 permettront un pilotage plus vigilant, plus prudent, mais plus réactif.

**Robert RIO**



SL-RA2015 complet V21.indd 61 28/04/2016 15:52

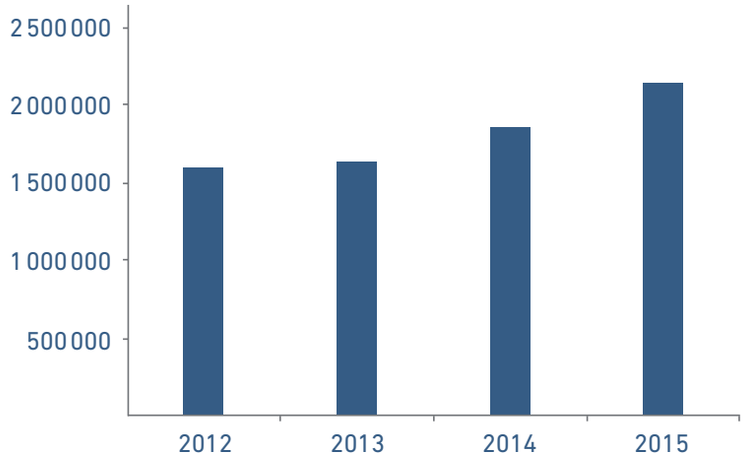
« LES DONS COLLECTÉS

AUPRÈS DU PUBLIC

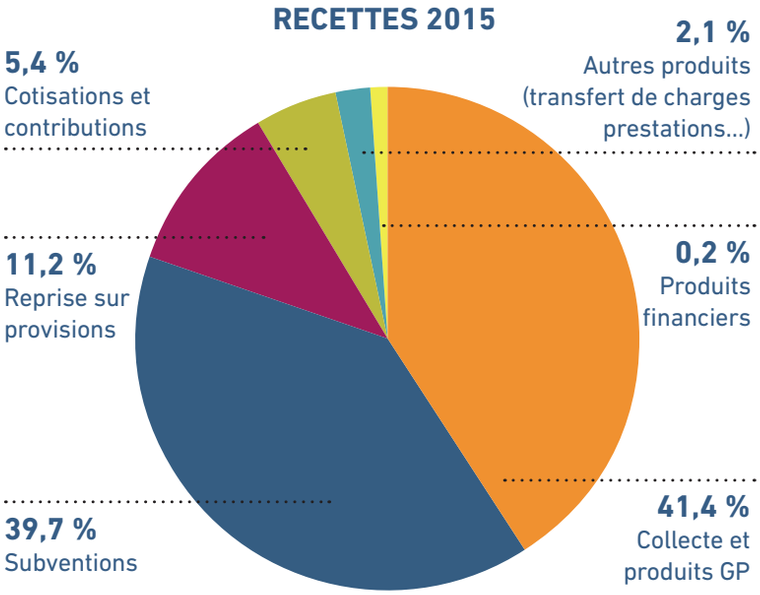
REPRÉSENTENT PLUS

DE 41 % DE NOS RESSOURCES. »

## DÉTAIL DE LA COLLECTE BRUTE




## RECETTES 2015




**PRODUITS : 5 226 397 €**

**LA COMMUNICATION ET LA COLLECTE S'ADAPTENT AUX NOUVEAUX MODES NUMÉRIQUES**



SL-RA2015 complet V21.indd 62 28/04/2016 15:52

# DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES

## Une année de renforcement et de déploiement de notre activité

**En 2015, la collecte de fonds continue d'afficher une belle progression. Nous avons, en effet, dépassé notre objectif de 18 %.**

**Trois temps forts ont rythmé l'année 2015 animée par une volonté de capitaliser sur la nouvelle base de données et de diversifier la collecte de fonds. Les axes de travail se sont articulés autour de différents sujets.**

1

**Les actions de collecte auprès de nos publics :** la mise en place d'une nouvelle base de données mi 2015 a permis de répondre davantage aux ambitions et à la stratégie de développement de ressources. Ainsi, le programme relationnel, commencé en 2014, a été consolidé afin de renforcer l'adhésion de nos publics à nos actions en France et à l'international.

2

**Les libéralités :** une réflexion sur la refonte de nos outils legs a été commencée mi 2015, qui a abouti, à la fin du second semestre, à la création d'une annonce legs et la refonte de la brochure. Cette initiative correspond aux ambitions et à la stratégie de développement de ressources.

3

**La Course des Héros :** pour la seconde année consécutive, Solidarité Laïque participait à une course solidaire. Journée placée sous le signe de l'échange et du partage dans une ambiance sportive mais surtout festive et solidaire. Certaines de nos organisations membres ont rejoint Solidarité Laïque dans la course mais aussi sponsorisé des coureurs et relayé l'événement. Les résultats atteints sont en progression par rapport à 2014.

La Lettre de Solidarité Laïque est envoyée à plus de 40 000 donateurs et diffusée auprès de 3 000 membres du réseau.



SL-RA2015 complet V21.indd 63 28/04/2016 15:52

# Compte emploi des r

**ACTIONS DE SOLIDARITÉ**

**Nationale : 25 % de nos actions**

- Vacances Insertion Familles
- Droits des Enfants
- ECSI
- AMIP

**Internationale : 75 % de nos actions**

- **Afrique :** Burkina, Bénin, Cameroun, Mali, Sénégal
- **Asie du Sud :** Sri Lanka
- **Europe de l'Est :** République de Moldavie
- **Bassin Méditerranéen :** Maroc, Tunisie, Liban
- **Caraïbes et Amérique Latine :** Haïti, Colombie

**Microprojets : PEPA/PESI, AMIP**

- Financés par la générosité publique : 40% des dons collectés

- 17% des charges totales de l'exercice

- Fonds dédiés sur subventions et dons reçus en 2015 pour les missions sociales

**Valorisation (en emplois et ressources) :**

- Du temps de travail consacré aux missions sociales, à la recherche de fonds et au fonctionnement du siège et des délégations départementales. Mise à disposition gratuite des biens et services tels : salle de réunion, insertion annonce, prêts d'adresses...

| EMPLOIS | Emplois de N = compte de résultats | Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public sur N |
|---|---|---|
| | | |
| **1. MISSIONS SOCIALES (ST1)** | **2 990 754 €** | **745 360 €** |
| **1.1 Réalisées en France** | **739 859 €** | **141 008 €** |
| Actions réalisées directement | 311 130 € | |
| Versements à d'autres organismes agissant en France | 428 728 € | 141 008 € |
| **1.2 Réalisées à l'étranger** | **2 250 894 €** | **604 351 €** |
| Actions réalisées directement | 799 779 € | |
| Versements à un organisme central ou d'autres organismes | 1 451 115 € | 604 351 € |
| **2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS (ST2)** | **868 199 €** | **868 195 €** |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | | |
| 2.2 Frais de recherche des autres fonds privés | 868 199 € | 868 195 € |
| 2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics | | |
| **3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT (ST3)** | **772 742 €** | **293 006 €** |
| **T3 = ST1+ST2+ST3** | **4 631 696 €** | **1 906 562 €** |
| **I. TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT** | **4 631 696 €** | |
| **II. DOTATIONS AUX PROVISIONS** | | |
| **III. ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR LES RESSOURCES AFFECTÉES** | **323 820 €** | |
| **IV. EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE** | **270 880 €** | |
| | | |
| **TOTAL GÉNÉRAL** | **5 226 397 €** | |
| **V. PART DES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS BRUTES DE L'EXERCICE FINANCÉES PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (T5)** | | |
| **VI. NEUTRALISATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS FINANCÉES À COMPTER DE LA PREMIÈRE APPLICATION DU RÈGLEMENT PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (T5BIS)** | | |
| **VII. TOTAL DES EMPLOIS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (T6 = T3+T5+T5BIS)** | | **1 906 562 €** |
| **ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS** | | |
| Missions sociales | 216 359 € | |
| Frais de recherche de fonds | 211 500 € | |
| Frais de fonctionnement et autres charges | 99 264 € | |
| **TOTAL** | **527 124 €** | |



SL-RA2015 complet V21.indd 64 28/04/2016 15:52

# s ressources (CER) en 2015

| RESSOURCES | Ressources collectées sur N = compte de résultat | Suivi de ressources collectées auprès du public et utilisées sur N |
|---|---|---|
| **REPORTS DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE (T1)** | | **30 824 €** |
| **1. RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (T2)** | **2 163 969 €** | **2 163 969 €** |
| **1.1 Dons et legs collectés** | **2 163 509 €** | **2 163 509 €** |
| Dons manuels non affectés | 1 625 517 € | 1 625 517 € |
| Dons manuels affectés | 421 881 € | 421 881 € |
| Legs et autres libéralités non affectés | 116 109 € | 116 109 € |
| Legs et autres libéralités affectés | | |
| **1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public** | **460 €** | **460 €** |
| **2. AUTRES FONDS PRIVÉS** | **282 838 €** | |
| **3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS** | **2 077 185 €** | |
| **4. AUTRES PRODUITS** | **116 812 €** | |
| | | |
| **I. TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT** | **4 640 805 €** | |
| **II. REPRISES DES PROVISIONS** | | |
| **III. REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTÉRIEURS** | **585 592 €** | |
| **IV. VARIATIONS DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC (T4)** | | |
| **V. INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE** | | |
| **TOTAL GÉNÉRAL** | **5 226 397 €** | **2 163 969 €** |
| | | |
| **VI. TOTAL DES EMPLOIS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (T6)** | | **1 906 562 €** |
| **SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE (T7 = T1+T2+T4-T6)** | | **288 230 €** |
| **VOLONTAIRES EN NATURE** | | |
| Bénévolat | 280 256 € | |
| Prestation en nature | 246 868 € | |
| Dons en nature | **0 €** | |
| **TOTAL** | **527 124 €** | |

Dons disponibles fin 2014

41% des ressources totales

75% sans affectation prédéfinie

19 % pour des actions précisées

Legs : 5% de la collecte

5% Cotisations des adhérents et contributions volontaires

**40% des ressources totale**

• 2% des ressources totales: prestations, vente OP, transferts de charges et autres produits

Utilisation en 2015, pour les actions, des fonds dédiés constitués antérieurement et/ou réaffectations à d'autres programmes

Total des dons et liberalités collectés en 2015

Montant des dons utilisés en 2015



SL-RA2015 complet V21.indd 65 28/04/2016 15:52

# COMMUNICATION

## 8 CHIFFRES CLÉS*

**+54%** de visiteurs uniques sur www.solidarite-laique.org

+ 98 % d'engagement
+ 270 % fans

+ 36 % d'engagement
+ 33 % de followers

+ 89 % de taux d'ouverture

751 DONS SUR LE WEB pour un montant de **61 280 €**

107 CITATIONS presse et radio

*Progression entre décembre 2014 et 2015

Le département communication a poursuivi le travail commencé depuis l'été 2013. L'objectif : mobiliser davantage ses publics – militants, bailleurs, éducateurs, grand public, dont les donateurs – grâce à une communication plus claire et mieux incarnée. Si rien n'est jamais acquis, on peut considérer que l'évolution de la logique de communication est entrée dans la culture des équipes et de la gouvernance : en recentrant les actions sur les besoins des publics tout en tenant compte de ceux des émetteurs, nous réalisons un travail de « passeur » et de vulgarisation exigeants du fait des expertises « pointues » de chacun des secteurs.

## DIGITAL : SOLIDARITÉ LAÏQUE SE DONNE LES MOYENS DE SON CHANGEMENT D'ÉCHELLE

Autre objectif stratégique, accroître la surface des publics touchés. 2015 a été une étape importante pour trois raisons.

**– LANCEMENT D'UN NOUVEAU SITE OPTIMISÉ POUR LE RÉFÉRENCEMENT, ADAPTÉ AUX USAGES ET PROPRE À FAVORISER L'ENGAGEMENT.** Après un audit de l'empreinte digitale de Solidarité Laïque, le projet a été conduit avec un comité de pilotage (le comité de direction) étroitement associé à la réflexion et a respecté le planning prévu. Cette refonte a conduit à la mise en ligne d'un site adapté aux usages du grand public, mais aussi des militants du réseau pour les informations plus techniques, grâce à une double interface. Les éducateurs disposeront aussi à partir de 2016 d'un accès direct à l'ensemble des ressources pédagogiques les concernant.

**– DÉVELOPPEMENT DE LA E-COLLECTE**
Solidarité Laïque souhaite, parallèlement à la collecte traditionnelle, poser les bases d'un recrutement modernisé de donateurs, via la e-collecte. L'objectif des actions conduites sur le digital (informer, sensibiliser, inviter à donner) est de

La Rentrée solidaire se fait connaître : les participants étaient 45 % plus nombreux que l'année dernière et 50 % des structures se mobilisaient pour la première fois dans cette opération !

Solidarité Laïque est devenue sociétaire de la première Scop de presse, Altermondes. En septembre, plusieurs salariés ont participé à l'élaboration d'un dossier spécial Éducation.



SL-RA2015 complet V21.indd 66 28/04/2016 15:52

recruter de nouveaux publics qui donneront en ligne. Deux opérations ont été lancées en septembre et en décembre (collecte pour les réfugiés et collecte non affectée de fin d'année). Par ailleurs, le nouveau format des lettres électroniques intègre systématiquement un appel à se mobiliser, notamment par le don en ligne et un renvoi sur la plateforme. 2016 sera une année test pour structurer ces actions.

**– RENFORCEMENT DE L'ÉQUIPE AVEC LE RECRUTEMENT D'UNE CHARGÉE DE COMMUNICATION DIGITALE.** La salariée arrivée en juin a pris en charge la mobilisation des publics sur les réseaux sociaux (Twitter et Facebook) et a pu progressivement gérer les publications sur le nouveau site, ainsi que les newsletters mensuelles destinées au réseau, grand public et éducateurs.

## DE NOUVEAUX SUPPORTS INSTITUTIONNELS

À la disposition des salariés et des administrateurs, ce nouveau kit de communication comprend une brochure institutionnelle et les deux premiers livrets sur des programmes internationaux (Maroc et Afrique de l'Ouest). Cette collection sera enrichie en 2016 d'un livret sur l'éducation en urgence (Sri Lanka) et la campagne La Rentrée solidaire-Un cahier un crayon. L'identité graphique de la structure a été à cette occasion actualisée mais des chantiers importants restent à conduire : logo, support papier de la Lettre notamment.

## ET AUSSI

En 2015, l'équipe étoffée a pu :
– renforcer les Relations Presse
– renforcer les liens avec les organisations membres : partenariats, promotion de l'association auprès des adhérents ou militants des membres, réalisation de brochures communes, insertion d'encarts publicitaires ou d'articles… Néanmoins, au regard du potentiel, ces actions doivent être renforcées en lien bien sûr avec les capacités du département.
– préparer les 60 ans de l'association (2016), par un événement-phare
– venir en soutien au secteur international et notamment aux équipes chargées de la communication dans les programmes.

## NOS SUPPORTS DE COMMUNICATION

La Lettre est envoyée quatre fois par an à nos donateurs.

Une présence accrue sur les réseaux sociaux avec des messages fédérateurs.

Une collection de livrets sur des programmes ou thématiques a été lancée.

La brochure institutionnelle, parue en mai 2015.

Un nouveau site et trois newsletters ont vu le jour

SL-RA2015 complet V21.indd 67 28/04/2016 15:53

# ÉduquéEs aujourd'hui, plus libres demain

**www.solidarite-laique.org**

## COLLECTIFS

AEDE / AFF / Altermondes / Campagne Éthique sur l'étiquette / Campagne mondiale pour l'Éducation / Coalition Éducation / Comité de la Charte / Coordination Sud / Éducasol / Espace partenariat / France-Haïti / Eurochild / F3E / France Générosités / France Volontaires / InfoMIE / L'Esper / PS Eau / REF / Solidar / Semaine de la solidarité internationale

## MEMBRES

Adosen / Prévention Santé Mgen / AFEV / Agir ABCD / Alefpa / Animafac / APAJH / Aroeven / Arts et Vie / Casden-BP / Ceméa / CGT-FO / Crédit mutuel Enseignant / EEDF / Entraide universitaire / ESPLF / FAS-USU / FCPE / FDDEN / Fédération du droit humain / Fédération générale des PEP / FGR-FP / Fondation Up / Fondation Macif / Français du monde (ADFE) / Francas / FSU / FTCR / GODF / GREF / GCU / JPA / Ligue de l'enseignement / Ligue des droits de l'homme / MAE / MAE solidarité / MAEE / MAIF / MGEN / Mission laïque française / Mutuelle des motards / OCCE / Prévention MAIF / SE-UNSA / SGEN-CFDT / SI EN UNSA Éducation / SNUIPP / UNCME / UNSA / UNSA Éducation

## PARTENAIRES

Agence de l'eau Adour-Garonne / Agence française de développement / Agence nationale pour les Chèques-vacances / Agence nationale de lutte contre l'illettrisme / ALMORA / Anacej / Assemblée des départements de France / Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger / Banque populaire / BRED / C2C / Cité nationale de l'histoire et de l'immigration / CIESS / Cités unies France / Collectif Haïti France / CNA / Conseil régional de la région Centre / Conseil général du Cher / Conseil général Côtes-d'Armor / Conseil régional d'Île-de-France / Conseil régional du Limousin / Conseil général du Nord / Conseil général du Rhône / Conseil général de Savoie / Conseil général des Yvelines / Défenseur des droits / Délégation intermistérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme / Espace Partenariat franco-haïtien / Le réseau des ESPE / Étudiants et Développement / Fédération internationale des professeurs de français / Fondation Abbé Pierre / Fondation de France / Fondation du Grand Orient / Fondation Pro Victimis / Fondation Raja Danièle Marcovici / Fondation SNCF / Forim / Le Français en partage / La Grande Récré / ICOSI / IMF / Kurioz /Ville de Limoges / Lire et Faire lire / Mairie de Paris / Milan Presse / Ministère des Affaires étrangères / Ministère des Affaires étrangères et du développement international / Ministère de l'éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche / Ministère des Affaires sociales et de la Santé / Ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes / Ministère de la Ville, Jeunesse et des Sports / Orchidées / Organisation internationale de la Francophonie / Réseau éducation et solidarité / RFI / Réseau France Colombie Solidarités / Ritimo / Unesco / YCID

DON en CONFIANCE comitecharte.org

Solidarité Laïque
Éduquons aujourd'hui, plus libres demain

**CONTACTS :**
+33 01 45 35 13 13
22 rue Corvisart – 75013 Paris
www.solidarite-laique.org
info@solidarite-laique.org



SL-RA2015 complet V21.indd 68 28/04/2016 15:53

SL-RA2015 complet V21.indd 69 28/04/2016 15:53

Éducation • Égalité • Citoyenneté

S'informer, faire un don : www.solidarite-laique.org

Éduquées aujourd'hui, plus libres demain

info@solidarite-laique.org
www.solidarite-laique.org
Tél. : +33 1 45 35 13 13
22 rue Corvisart 75013 Paris

advitam | advitam.org | 01 53 17 30 40